

28 décembre 2021

Turquie : missions et attributions du maire de quartier ou de village (*muhtar*)

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Table des matières

1.	L'administration locale en Turquie	4
2.	Missions et attributions du <i>muhtar</i>	5
2.1.	Le <i>muhtar</i> : élu et agent de l'Etat	5
2.1.1.	Un statut hybride	5
2.1.2.	Election et relations avec les partis politiques	6
2.2.	Un intermédiaire entre population et Etat	7
2.2.1.	Attributions du <i>muhtar</i>	7
2.2.2.	Rôle dans l'attribution des aides sociales	9
2.2.3.	Fonction sociale	10
2.3.	Rapports avec les autorités de l'Etat	10
2.3.1.	Relations avec les interlocuteurs institutionnels	10
2.3.2.	Renforcement des liens avec le pouvoir central sous le gouvernement AKP	11
2.3.3.	Depuis 2015 : une fonction de surveillance de la population et de délation	11
3.	Révocations et arrestations de <i>muhtar</i> (2015-2021)	12
3.1.	Révocations de <i>muhtar</i> au motif de « liens avec le terrorisme »	12
3.1.1.	2015-2017	12
3.1.2.	2018-2020	13
3.2.	Arrestations et incarcérations de <i>muhtar</i>	15
3.2.1.	2015-2016	15
3.2.1.	2017-2018	19
3.2.2.	2019-2021	21
	Bibliographie	23

Résumé : Échelon le plus bas de la représentation administrative locale, le maire de quartier ou de village (en turc : *muhtar*) est élu au suffrage universel direct tous les cinq ans mais est considéré comme un agent de l'État. Son rôle est plus important dans les villages que dans les quartiers urbains. Les compétences du *muhtar* sont avant tout liées au pouvoir central : il doit appliquer et faire appliquer les instructions de celui-ci, indiquer aux forces de sécurité la résidence des personnes suspectes ou recherchées et repérer les futurs conscrits ; il est chargé de l'état civil et de l'établissement des listes d'électeurs, de la délivrance de certificats, du signalement d'épidémies aux autorités administratives. Les *muhtar* exerçant dans les régions kurdes font régulièrement l'objet de révocations, d'enquêtes administratives et judiciaires, d'arrestations et d'incarcération sur la base d'allégations de liens avec une organisation terroriste ou d'insulte au président.

Abstract : The lowest level of local administrative representation, the district or village mayor (Turkish: *muhtar*) is elected by direct universal suffrage every five years but is considered a state agent. His role is more important in the villages than in the urban districts. The *muhtar's* competences are above all linked to the central power: he must apply and enforce the latter's instructions, indicate to the security forces the residence of suspicious or wanted persons and identify future conscripts, he is responsible for civil status and drawing up voters' lists, issuing certificates and reporting epidemics to the administrative authorities. *Muhtars* working in the Kurdish regions are regularly subject to dismissal, administrative and judicial investigations, arrests and imprisonment for alleged links to a terrorist organisation or insulting the President.

1. L'administration locale en Turquie

Selon une notice du Comité des régions de l'Union européenne, mise à jour en 2013, le pouvoir local en Turquie est partagé entre une administration centrale déconcentrée, dépendant du gouvernement national, et des administrations décentralisées issues d'élections locales. L'administration déconcentrée consiste en 81 provinces et 957 districts (chiffre variable, voir ci-après) ; elle est basée sur le principe de la dévolution des pouvoirs (Article 126 de la Constitution)¹. Le préfet (ou gouverneur, en turc : *vali*), fonctionnaire d'Etat nommé par le ministre de l'Intérieur, est en même temps le président de l'assemblée provinciale élue². Bien que la législation prévoit différents niveaux de décentralisation (voir ci-après), l'administration d'Etat peut toujours exercer une tutelle sur les pouvoirs décentralisés pour assurer l'intégrité de l'administration, l'uniformité du service public, la sauvegarde de l'intérêt public et la préservation des intérêts locaux (Article 127 de la Constitution)³.

Selon une notice non datée de la Bibliothèque du Congrès des Etats-Unis, les provinces turques sont divisées en plus de 500 districts, chacun étant administré par un sous-préfet (en turc : *kaymakam*), diversement traduit par « chef de district », « gouverneur de district » ou « sous-gouverneur », nommé par le ministre de l'Intérieur sur proposition du préfet (gouverneur) de province⁴. Le chef-lieu de la province n'a pas de sous-préfet : il est administré directement par le préfet de la province. A l'échelon local, 40 000 directeurs de sous-district (en turc, au singulier : *bucak müdür*) coordonnent les personnels publics dans les villages (sécurité rurale, cadastre, état civil, écoles, poste et téléphone). Cette administration dépendant du gouvernement central est distincte des administrations locales élues : la municipalité (*belediye*) et le village (*köy*)⁵.

Le journal turc pro-kurde *Bianet*, dans un article de 2018, signale qu'entre 2016 et septembre 2018, le nombre de sous-préfectures est réduit de 610 à 314⁶.

L'administration décentralisée consiste en plusieurs organes de niveaux différents :

- Le conseil provincial, élu tous les cinq ans en même temps que les conseils municipaux et présidé par le préfet provincial ;
- La municipalité de district, élue tous les cinq ans ; on compte 519 municipalités de district dans les provinces ayant rang de municipalité métropolitaine (voir ci-après), 400 dans les autres provinces.
- La municipalité métropolitaine (en turc : *büyükşehir belediyesi*) : si une agglomération dépasse le seuil de 750 000 habitants, la province est convertie en municipalité métropolitaine, avec un maire élu au suffrage universel direct en même temps que les conseillers municipaux, et un conseil métropolitain composé de représentants des conseils municipaux de district.
- Le chef de quartier ou de village (en turc : *muhtar*), élu pour cinq ans en même temps qu'un conseil d'anciens ; son rôle est plus important dans les villages que dans les quartiers urbains où il est surtout consultatif⁷. Les mairies de quartier (en turc : *mahalle muhtarlığı*) et de village (en turc : *köy muhtarlığı*) constituent le niveau le plus élémentaire du découpage administratif local⁸. L'institution du *muhtarlık* est composée d'un *muhtar* entouré d'un conseil des anciens (*ihityar heyeti* ou *aza*)⁹ composé de quatre membres¹⁰.

Selon la chercheuse française Elise Massicard, auteure d'un ouvrage et de plusieurs articles sur les *muhtar* de quartier (voir bibliographie), il existe environ 53 000 *muhtar* en Turquie, dont environ 13 000 maires de quartiers urbains, qui présentent une très grande diversité de taille, pouvant aller de quelques centaines à plusieurs dizaines de milliers d'habitants¹¹. Les femmes *muhtar* représentaient environ 10% des *muhtar* d'Istanbul et 1,95% des *muhtar* de quartier au niveau national en 2014¹². Selon des données publiées par le journal *Cumhuriyet*, lors des élections locales du 31 mars 2019, 1 071 femmes ont été

¹ Comité des régions de l'Union européenne, « Turkey », s.d., [url](#)

² Comité des régions de l'Union européenne, « Turkey », s.d., [url](#)

³ Comité des régions de l'Union européenne, « Turkey », s.d., [url](#)

⁴ Sur les sous-préfets voir : DIDR, Ofpra, 12/04/2021, [url](#)

⁵ US Library of Congress, « Provincial and Local Government », s.d., [url](#)

⁶ *Bianet*, 01/09/2018, [url](#)

⁷ Comité des régions de l'Union européenne, « Turkey », s.d., [url](#)

⁸ PEROUSE Jean-François, 2017, [url](#)

⁹ MASSICARD Elise, 2019, p. 23.

¹⁰ *Mevzuat*, 10/04/1944, [url](#)

¹¹ MASSICARD Elise, 2013, [url](#)

¹² MASSICARD Elise, 2019, p. 30.

élus *muhtar* (963 maires de quartier et 108 maires de village) soit 2,14% des *muhtar*, le taux de femmes *muhtar* est donc huit fois inférieur à celui des femmes députées¹³.

2. Missions et attributions du *muhtar*

2.1. Le *muhtar* : élu et agent de l'Etat

Échelon le plus bas de la représentation administrative, le *muhtar* est élu au suffrage universel direct mais est considéré comme un fonctionnaire de l'État. La fonction de *muhtar* est définie par la loi de 1944 sur l'organisation des *muhtar* de quartier et des conseils d'anciens dans les villes et les bourgs¹⁴.

2.1.1. Un statut hybride

Selon Elise Massicard, le *muhtarlık* est une institution hybride entre administration d'Etat et un pouvoir local élu¹⁵. A mi-chemin entre collectivité locale et administration déconcentrée, le *muhtarlık* n'est rattaché ni aux municipalités ni à l'administration déconcentrée, même s'il est placé sous l'autorité de la sous-préfecture. La loi en fait une unité qui assiste l'administration publique dans la fourniture de services à la population du quartier ou du village, mais il ne dispose pas de compétences locales¹⁶ qui sont l'apanage de la municipalité¹⁷.

Les *muhtar* ont un statut hybride, à la fois fonctionnaires de terrain et élus locaux¹⁸. Il s'agit de quasi-fonctionnaires temporaires. D'un point de vue juridique, ils sont considérés comme des « agents publics » (en turc : *kamu görevlileri*) et leurs droits et devoirs sont réglés par la loi sur les fonctionnaires. En pratique, ils sont couramment considérés comme des fonctionnaires (en turc : *memur*), du fait que la majorité de leurs attributions sont liées à l'administration centrale et qu'ils perçoivent une allocation mensuelle. Mais les *muhtar* ne bénéficient pas des droits des agents publics. De plus, le *muhtar* est élu, il s'apparente donc aux élus locaux sans avoir l'attribution légale de représenter la population¹⁹.

Les *muhtar* ne disposent pas de moyens spécifiques pour remplir leur fonction : la loi de 1944 ne leur prévoit pas de budget ni de personnel et de locaux. Il n'est pas rare que les *muhtar* exercent dans un local dont ils sont propriétaires ou qu'ils louent, voire chez eux. Ces dernières années, plusieurs mairies (mairies d'arrondissement ou parfois des mairies métropolitaines) ont octroyé des locaux aux *muhtarlık*, ou encore un ordinateur²⁰. Depuis 2010 le *muhtar* peut disposer d'un local dans les maisons de quartier (en turc : *semtevi*)²¹.

Depuis 1977, les *muhtar* sont rémunérés sur le budget du ministère de l'Intérieur, transféré aux préfetures. Cependant, cette indemnité n'est pas suffisante pour en vivre²². Jusqu'en 2014 elle était inférieure à la moitié du salaire d'un fonctionnaire diplômé du lycée. En 2016, l'indemnité dépasse plus nettement le salaire minimum net et est la même quelle que soit la population du quartier ou du village²³. Les *muhtar* doivent en outre payer une assurance obligatoire, qui représente une bonne partie de leur rémunération. Les revenus du *muhtar* sont complétés par les taxes qu'il perçoit sur les attestations qu'il établit (taxes dont sont souvent exemptées les personnes pauvres). Le prix de ces services est fixé chaque année par chaque préfeture, et la recette revient au *muhtar*. Ces revenus sont censés couvrir les dépenses du *muhtarlık* (loyer, chauffage, électricité) et compléter le revenu du *muhtar*²⁴. Suite au développement du portail public de démarches administratives en ligne e-Devlet, le *muhtar* ne peut plus prélever la taxe relative à l'émission de documents officiels, un manque à gagner relatif selon les quartiers²⁵.

¹³ Cumhuriyet, 13/02/2020, [url](#)

¹⁴ Mevzuat, 10/04/1944, [url](#)

¹⁵ MASSICARD Elise, 2019, p. 10.

¹⁶ Voirie, nettoyage, police municipale, circulation urbaine, écoles, parcs et jardins, pompiers, eau et canalisations etc., voir : BAYRAKTAR, S. Ulas, MASSICARD Elise, 2011, [url](#)

¹⁷ MASSICARD Elise, 2019, p. 53.

¹⁸ MASSICARD Elise, 2019, p. 59.

¹⁹ MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#) ; MASSICARD Elise, 2019, p. 54-55.

²⁰ MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#)

²¹ BOUMAZA Magalie, La Vie des Idées, 17/12/2020, [url](#)

²² MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#)

²³ MASSICARD Elise, 2019, p. 68.

²⁴ MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#)

²⁵ BOUMAZA Magalie, La Vie des Idées, 17/12/2020, [url](#)

Du fait de la faiblesse des revenus tirés de leurs fonctions, la plupart des *muhtar* continuent à exercer d'autres activités professionnelles en parallèle²⁶. Beaucoup sont artisans, petits commerçants, actifs dans l'immobilier. Ainsi, le *muhtarlık* est rarement une activité professionnalisée dont on peut tirer ses moyens de subsistance, mais le plus souvent une activité annexe. Il est à cet égard révélateur que la loi oblige les *muhtarlık* à être ouverts seulement quatre heures par jour²⁷.

2.1.2. Election et relations avec les partis politiques

Les *muhtar* sont élus tous les cinq ans au suffrage universel, en même temps que les maires des différents types de mairie et comme les membres des conseils municipaux²⁸. Pour être candidat au poste de *muhtar*, il suffit de savoir lire et écrire le turc, alors que pour être candidat à un siège de conseiller municipal ou général, il faut avoir terminé l'école primaire²⁹. Les *muhtar* sont élus avec un conseil d'anciens, les *aza* (quatre titulaires et quatre suppléants), choisis par les candidats au poste de *muhtar*. Le premier *aza* est une sorte de suppléant, il a la délégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement du *muhtar*³⁰. Jusqu'au scrutin de 2009, les *muhtar* et les *aza* étaient élus à part et les deux bulletins étaient séparés, il arrivait qu'un *muhtar* soit élu avec des *aza* qui n'étaient pas sur sa liste, d'autant qu'il était possible à l'électeur de rayer des noms d'*aza*. Depuis 2014, un seul bulletin est utilisé pour le candidat à l'office de *muhtar* et ses candidats *aza*³¹.

Selon Elise Massicard, l'un des critères déterminants pour être élu en tant que *muhtar* est d'être connu dans le quartier et d'avoir un ancrage local, notamment à travers un réseau professionnel que les *muhtar* acquièrent par l'intermédiaire de l'activité qu'ils exercent en parallèle (voir 2.1.1.)³².

A la différence des candidats aux autres élections, les candidats au *muhtarlık* ne sont pas soumis à une déclaration préalable au Haut Conseil électoral chargé de superviser les élections pour valider leur éligibilité ; les résultats ne sont pas publiés dans les statistiques électorales officielles ; en outre, ce sont des élus non partisans puisqu'ils ne peuvent se présenter sur des listes partisans³³.

Depuis 1980, les *muhtar* ne sont plus affiliés à un parti politique³⁴. Pour autant, si les *muhtar* ne se présentent pas aux élections avec une étiquette partisane, les partis interviennent dans leur élection. En période électorale, les candidats aux élections municipales s'affichent couramment avec les *muhtar*, il est courant qu'ils les sollicitent ou leur rendent visite et leur demandent leur soutien, car ils leur attribuent un pouvoir de mobilisation électorale. Certains candidats ou partis font pression sur les *muhtar* pour qu'ils fassent campagne avec eux ou s'abstiennent de soutenir leurs rivaux. Il est courant que des partis ou des candidats (notamment au poste de maire) soutiennent certains candidats au poste de *muhtar*. Certains partis appuient la candidature de *muhtar* en distribuant leurs tracts durant leur propre campagne. Il n'est cependant pas très courant que les partis soutiennent directement des candidats au poste de *muhtar*³⁵.

De nombreux candidats au poste de *muhtar* ont un lien plus ou moins fort avec un parti politique, qu'ils mettent en avant ou au contraire cherchent à ne pas afficher. Par conséquent, le *muhtar* d'un quartier peut avoir une orientation partisane différente de celle de la base électorale du quartier : il peut y avoir un quartier dans lequel le *muhtar* est proche du Parti de la justice et du développement (AKP³⁶, islamo-conservateur, au pouvoir depuis 2002) tandis que la population vote en majorité pour le Parti républicain du peuple (CHP³⁷, parti d'opposition, social-démocrate, laïc). Cependant, d'après Elise Massicard, **les habitants connaissent généralement l'orientation partisane du *muhtar* de leur quartier ou de leur village**³⁸.

²⁶ MASSICARD Elise, 2019, p. 74-80.

²⁷ MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#)

²⁸ MASSICARD Elise, 2019, p. 55 ; Mevzuat, 18/01/1984, [url](#)

²⁹ MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#)

³⁰ MASSICARD Elise, 2019, p. 102.

³¹ MASSICARD Elise, 2019, p. 103.

³² MASSICARD Elise, 2019, p. 86-87.

³³ MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#)

³⁴ MASSICARD Elise, 2019, p. 121.

³⁵ MASSICARD Elise, 2019, p. 94-102.

³⁶ En turc : *Adalet ve Kalkınma Partisi*

³⁷ En turc : *Cumhuriyet Halk Partisi*

³⁸ MASSICARD Elise, 2019, p. 94-102.

Lors de leur élection, les *muhtar* reçoivent un sceau qui est leur symbole³⁹. Lorsque des *muhtar* sont révoqués, les autorités de l'Etat (sous-préfecture) leur reprennent ce sceau (voir 3.).

2.2. Un intermédiaire entre population et Etat

Selon Elise Massicard, le *muhtar* fait figure d'intermédiaire entre la population et l'Etat. Il est à l'interface entre ordre social et ordre officiel, il est investi d'un pouvoir institutionnel par l'Etat tout en s'appuyant sur les structures sociales du quartier, notamment le contrôle social qui s'y exerce⁴⁰.

Le *muhtarlık* est un lieu polyvalent, dans lequel on vient pour des certificats, des demandes d'aides sociales et qui s'adresse à un large public. Mais une partie du travail des *muhtar* est axé sur le suivi des nécessiteux (demandes d'aides), et des personnes marginales (maintien de l'ordre ; signalement et suivi des situations problématiques)⁴¹. Habituellement, les *muhtar* aident les habitants dans leurs démarches administratives (accès aux aides sociales, facilitation de procédures...)⁴² ; ils peuvent aussi être sollicités par les pouvoirs publics pour « calmer la situation » en cas de tension locale, notamment face au mécontentement provoqué par des projets immobiliers mettant en péril l'habitat informel⁴³.

2.2.1. Attributions du muhtar

Le *muhtar* assure essentiellement des fonctions d'état civil, de contrôle, de sécurité et de représentation de l'État central⁴⁴. Les compétences du *muhtar* prévues par la loi de 1944 sont avant tout liées au pouvoir central : le *muhtarlık* doit appliquer et faire appliquer les instructions de celui-ci ; il doit indiquer aux forces de sécurité la résidence des personnes suspectes ou recherchées et repérer les futurs conscrits ; il est chargé de l'état civil et de l'établissement des listes d'électeurs, de la délivrance de certificats, notamment d'habitation et de pauvreté, du signalement d'épidémies aux autorités administratives⁴⁵. Selon Elise Massicard, dans les quartiers urbains des villes de Turquie, le *muhtarlık* est une institution non décisionnelle, aux attributions floues, mais qui intervient dans divers domaines (état-civil, services locaux, identification des bénéficiaires d'aide sociale, maintien de l'ordre, etc.)⁴⁶.

Les attributions du muhtar
<p>Rôle du maire de quartier</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etre assesseur des bureaux de vote lors des élections, participer aux conseils des centres de santé de quartier et centraux, participer aux conseils et commissions de détermination du montant de l'impôt foncier et des prix du foncier ; • Afficher les listes d'électeurs et des appelés en âge d'aller au service militaire ; • Contrôler de temps en temps les plaques de signalisation des avenues, des rues et places et signaler à la mairie celles manquantes ou abimées ; • Signaler aux institutions compétentes les épidémies et personnes contagieuses ; • Aider à la notification dont celle de l'appel au service militaire et de mobilisation générale ; • Assurer la distribution des cartes d'électeurs ; • Etablir des certificats de résidence pour les habitants du quartier ; • Etablir des documents d'état civil pour ceux qui les auraient perdus ou en voudraient un nouveau ; • Aider l'administration à identifier des personnes éligibles aux aides pour les personnes dans le besoin, âgées, handicapées, les orphelins et les bénéficiaires de la carte verte (en turc : <i>yeşil kart</i>, voir 2.2.2), aider à l'identification des destinataires d'aides en cas de catastrophe ;

³⁹ MASSICARD Elise, 2019, p. 44.

⁴⁰ MASSICARD Elise, 2019, p. 353.

⁴¹ MASSICARD Elise, 2019, p. 228.

⁴² MASSICARD Elise, 2019, p. 179-192.

⁴³ MASSICARD Elise, 2019, p. 218-219.

⁴⁴ PEROUSE Jean-François, 2017, [url](#)

⁴⁵ MASSICARD Elise, 2019, p. 52; MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#)

⁴⁶ MASSICARD Elise, 04/07/2019, [url](#)

- Donner son avis sur les services proposés dans le quartier⁴⁷.

Rôle du maire de village

Selon la loi sur les villages de 1924, les missions du maire de village sont notamment les suivantes :

- Afficher dans le village les lois et règlements édictées par le gouvernement et les expliquer à la population et accomplir les missions définies par les lois, règlements, instructions, ordres ;
- Assurer l'ordre et la sécurité dans le village ;
- Informer le gouvernement au jour le jour des épidémies et maladies contagieuses ;
- Interdire l'administration de médicaments par des personnes non habilitées à l'exercice de la médecine et les signaler au gouvernement ;
- Appuyer la vaccination des habitants du village contre les maladies contagieuses ;
- Appréhender les motifs de venue au village et informer le commissariat le plus proche si des hommes suspects ou des étrangers sont aperçus parmi eux ;
- Transporter avec eux le registre d'état civil du village pour y inscrire chaque mois ceux qui sont nés, décédés, mariés et divorcés dans le village, et transmettre ces informations à l'officier d'état civil avant le dixième jour du mois suivant pour enregistrer les changements ;
- Guider les agents des impôts chargés de la perception et signaler les irrégularités au gouvernement ;
- Rassembler les conscrits et signaler les insoumis au gouvernement ;
- Informer le gouvernement s'il voit des bandits dans le village et les appréhender si possible ;
- Faire arrêter par les protecteurs de village les personnes qui portent atteinte aux biens et aux personnes du village et les remettre au gouvernement ;
- En cas d'incendie ou d'inondation, rassembler les villageois pour aider à faire face au sinistre ;
- Faciliter la tâche des greffiers et gendarmes en notifiant les convocations judiciaires et toutes sortes de notes et dispositions envoyées par les tribunaux ;
- Lors de la présentation des mandats d'arrêt et de mise en détention, désigner les personnes recherchées aux agents publics apportant le document.

Selon l'article 38 de la loi sur les villages, les personnes qui s'opposent au *muhtar* dans l'exercice de ses fonctions ou l'insultent sont condamnées comme ceux qui résistent aux agents de l'Etat. L'article 40 dispose que le sous-préfet peut annuler une décision du *muhtar* qui serait contraire aux intérêts des habitants ; cependant, le sous-préfet ne peut prendre de lui-même une nouvelle décision, celle-ci doit être prise par les habitants du village. Selon l'article 41, les préfets et sous-préfets avertissent par écrit les *muhtar* lorsqu'ils n'accomplissent pas leurs missions et obligations fixées par la loi et révoquent par décision d'un conseil administratif compétent ceux qui continuent à ne pas accomplir leurs missions⁴⁸.

Lors des processus électoraux, les *muhtar* vérifient les listes électorales et distribuent les cartes d'électeurs⁴⁹.

Les tâches du *muhtar* comprennent l'enregistrement des résidents du village ou du quartier, ainsi que la fourniture de copies officielles de documents et de certificats de naissance⁵⁰. Selon le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, dans une note publiée en 2001, toute personne qui s'installe dans

⁴⁷ Cumhuriyet, 12/08/2015, [url](#) ; Milliyet, 22/04/2020, [url](#)

⁴⁸ Mevzuat, 07/04/1924, [url](#)

⁴⁹ MASSICARD Elise, 2019, p. 115.

⁵⁰ Australia: Administrative Appeals Tribunal, 24/10/2015, [url](#)

un quartier ou le quitte est censée le signaler au *muhtar* local. En pratique, cela n'est souvent pas fait, le *muhtar* n'étant sollicité que lorsqu'un besoin de certificat de résidence se fait sentir⁵¹.

Le *muhtar* délivre les documents d'état civil, les certificats de pauvreté (en turc : *fakirlik belgesi*), les cartes d'héritage (en turc : *veraset karti*), les certificats de vacance d'un bâtiment, les certificats de résidence⁵². Ils sont en contact avec les autorités (mairie, préfecture, sous-préfecture), ils contribuent au maintien de l'ordre⁵³. Les *muhtar* sont chargés du repérage des individus suspects dans le quartier, des conscrits réticents et de la désignation des nécessiteux⁵⁴.

Elise Massicard souligne que depuis la fin des années 2000, les attributions des *muhtar* diminuent tendanciellement ou sont exercées en parallèle par d'autres institutions, notamment en ce qui concerne l'état civil, du fait de l'informatisation de nombreux services de l'Etat. Le certificat de résidence, par exemple, n'est plus nécessaire lors de certaines démarches comme l'inscription à l'école et il est possible de se le procurer gratuitement auprès des directions d'état civil d'arrondissement alors que son obtention par l'intermédiaire du *muhtar* était payante⁵⁵.

Cependant, en 2019, « même si la majorité des procédures de l'état civil peuvent désormais être accomplies à la Direction de l'état civil, en cas de perte ou de première demande de papiers, l'individu doit toujours être authentifié en première instance par le *muhtar* »⁵⁶.

Les *muhtar* ont de plus en plus un rôle de correcteur par rapport aux procédures rationalisées (bases de données informatisées) en vérifiant ou corrigeant les informations qui y sont renseignées⁵⁷.

2.2.2. Rôle dans l'attribution des aides sociales

Selon Elise Massicard, les *muhtar* jouent un rôle clé dans l'identification des bénéficiaires d'aides sociales et l'attribution de ces aides⁵⁸, notamment à travers l'établissement des certificats de pauvreté (en turc : *fakirlik belgesi*)⁵⁹.

Le certificat de pauvreté est une déclaration officielle, signée et tamponnée par le *muhtar*, qui certifie qu'un individu est pauvre et à ce titre lui ouvre l'accès à l'assistance d'un organisme (Croissant rouge, fondation philanthropique, etc.) ou le droit à être exempté du paiement d'un impôt. L'aide sociale étant constituée de subsides et aides divisibles voire individualisés, versés au cas par cas, c'est le *muhtar* qui, sur la base de sa connaissance supposée des conditions de vie quotidienne de tout un chacun, juge de chaque cas. L'aide sociale passe principalement par le fonds de coopération sociale et de solidarité mis en place par la loi n° 3294 de 1986. Les individus ou foyers demandeurs doivent s'adresser au *muhtar* qui juge de leur éligibilité. Ensuite, la direction des affaires sociales de l'arrondissement instruit chaque dossier, et suit en règle générale l'avis du *muhtar* ; mais il arrive qu'elle envoie des travailleurs sociaux pour observer les conditions de vie de l'individu ou du foyer demandeur. Les gestionnaires locaux du fonds national de solidarité sont assistés par les *muhtar* pour évaluer les demandes et décider du montant et du type d'aide. L'attribution des aides distribuées par les municipalités, associations ou mosquées nécessite aussi un certificat du *muhtar*⁶⁰.

Pour produire le certificat de pauvreté, le *muhtar* est censé obtenir des informations des autorités financières, de la municipalité et des autorités des titres de propriété, mais en pratique il s'avère que ces certificats sont octroyés sans investigation, souvent sur simple déclaration⁶¹.

Le *muhtar* détient le pouvoir important de décider (ou non) de donner accès à des droits sociaux, ce qui donne lieu à des soupçons de favoritisme et de népotisme⁶².

De 1992 à 2009, le certificat de pauvreté permettait d'obtenir la carte verte (en turc : *yeşil kart*)⁶³. La carte verte est une assurance maladie qui ouvre l'accès aux services de santé aux populations pauvres

⁵¹ Netherlands, The Ministry of Foreign Affairs, 01/05/2001, [url](#)

⁵² MASSICARD Elise, 2019, p. 73.

⁵³ MASSICARD Elise, 2019, p. 10.

⁵⁴ MASSICARD Elise, 2019, p. 123; 228.

⁵⁵ MASSICARD Elise, 2019, p. 64; 136.

⁵⁶ MASSICARD Elise, 2019, p. 136.

⁵⁷ MASSICARD Elise, 2019, p. 143.

⁵⁸ MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#)

⁵⁹ MASSICARD Elise, 2019, p. 140.

⁶⁰ MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#)

⁶¹ MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#)

⁶² MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#)

⁶³ MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#)

sans couverture sociale, contribuant ainsi à réduire les inégalités en matière de santé. Légalement réservée aux personnes de nationalité turque, la décision d'attribution dépend de l'appréciation de comités locaux⁶⁴.

2.2.3. Fonction sociale

Outre leurs tâches obligatoires, les *muhtar* doivent satisfaire aux requêtes de leurs habitants concernant des demandes de service, d'aide administrative, des demandes personnalisées, des sollicitations pour trouver un emploi ou un logement et des appels à la médiation dans des conflits⁶⁵. Le *muhtar* est un « guichet universel⁶⁶ » vers lequel convergent toutes sortes de demandes faisant de lui un écrivain public, un facilitateur pour une démarche, pour un emploi, un logement, une recommandation⁶⁷. Dans les quartiers défavorisés, les *muhtar* sont davantage sollicités⁶⁸ et constituent des interlocuteurs pour tous les problèmes et demandes du quartier, individuelles ou collectives, concernant les infrastructures (installations d'eau et d'électricité, voirie, canalisations, école, mosquée, ramassage des ordures). Ils aident les habitants pour leurs démarches et contacts avec les institutions (gendarmerie, école, municipalité, sous-préfecture, etc.) et aident à remplir les formulaires⁶⁹.

Le *muhtar* est souvent investi du rôle d'arbitre et de médiation dans les conflits du quartier, on s'adresse couramment à lui en cas de conflit avec d'autres habitants, en cas de problèmes de coexistence dans l'immeuble, de conflits familiaux, conjugaux ou fonciers⁷⁰.

Selon Elise Massicard, les *muhtar* sont dotés d'une connaissance fine du quartier/village et de ses habitants, et la pratique de leurs fonctions leur permet d'accumuler des informations sur la vie de tout un chacun, y compris sur certains aspects privés (situation de santé, situation économique). De par son rôle de transmetteur de notifications officielles, le *muhtar* est informé de l'existence de dettes, d'actions en recouvrement ou de convocations judiciaires. Enfin, ses activités de médiation et d'intervention dans des conflits privés lui permettent d'accumuler un savoir intime sur certains habitants (alcoolisme, problèmes familiaux ou sanitaires, violences, etc.). Elise Massicard note que les *muhtar* collectent des informations sur leurs habitants au-delà de leurs compétences officielles (numéros de téléphone, groupe sanguin, statut de locataire ou propriétaire)⁷¹.

C'est le rôle social du *muhtar* – le fait qu'il soit connu, reconnu et respecté dans son quartier – qui le rend éligible au *muhtarlık* et conforte son rôle pour les institutions ; en retour, c'est son rôle officiel de lien avec les institutions qui renforce son rôle social, y compris d'intermédiaire en interne dans le quartier⁷².

Le chercheur Jean-François Pérouse note que les maires de quartier sont parfois impliqués dans la défense des patrimoines naturels et historiques menacés par des grands projets, voire dans la lutte contre la transformation urbaine⁷³.

2.3. Rapports avec les autorités de l'Etat

2.3.1. Relations avec les interlocuteurs institutionnels

Dans l'exercice de leurs fonctions, les *muhtar* entrent en contact avec de nombreuses institutions, en particulier la mairie d'arrondissement, compétente pour une partie de l'aménagement urbain, et la sous-préfecture qui gère une partie de l'aide sociale. Dans les relations avec la sous-préfecture, les *muhtar* sont dans une position d'exécutants : ils sont censés maintenir l'ordre localement, relayer les politiques publiques et répondre à des demandes d'informations (par exemple sur les Syriens installés dans leur quartier)⁷⁴.

⁶⁴ GISTI, juin 2012, [url](#) ; European Observatory on Health Systems and Policies, 2011, [url](#)

⁶⁵ MASSICARD Elise, 2019, p. 179.

⁶⁶ MASSICARD Elise, 2019, p. 182.

⁶⁷ MASSICARD Elise, 2019, p. 179-186.

⁶⁸ MASSICARD Elise, 2019, p. 189.

⁶⁹ MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#)

⁷⁰ MASSICARD Elise, 2013, [url](#) ; MASSICARD Elise, 2019, p. 186-188.

⁷¹ MASSICARD Elise, 2019, p. 134-135.

⁷² MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#) ; MASSICARD Elise, 2019, p. 122.

⁷³ PEROUSE Jean-François, 2017, [url](#)

⁷⁴ MASSICARD Elise, 2019, p. 292.

Les sous-préfectures organisent des réunions régulières avec les *muhtar*, auxquelles participent le sous-préfet et les directeurs de service et où sont abordées les affaires courantes, notamment les questions de circulation ou de sécurité⁷⁵.

Les recherches existantes sur les *muhtar* montrent que l'une de leurs activités principales est la transmission aux autorités concernées, municipales ou sous-préfectorales, d'informations concernant les problèmes du quartier (en particulier à propos de la voirie, des infrastructures publiques et de la sécurité). L'article 9 de la loi de 2004 sur les municipalités reconnaît pour la première fois le rôle d'intermédiaire et de représentant de quartier des *muhtar* disposant qu'ils sont responsables de déterminer les besoins collectifs des habitants, d'améliorer la qualité de la vie dans leur quartier, de communiquer avec les municipalités et autres institutions, d'intervenir sur les questions liées au quartier, et de travailler en collaboration avec d'autres autorités. Ainsi les habitants font connaître leurs problèmes en premier lieu aux *muhtar* (62,1 %), loin devant la municipalité (24,2%)⁷⁶.

N'étant pas dotés de compétences propres et de peu de ressources propres, les *muhtar* doivent s'en remettre aux autorités pour obtenir des ressources (informations, services, infrastructures, aides sociales) ; ils se doivent donc de connaître et d'entretenir de bonnes relations avec les représentants de l'Etat⁷⁷. En retour, les interlocuteurs du *muhtar* sont dépendants dans une moindre mesure des informations de première main dont dispose le *muhtar* sur les habitants, mais aussi de son rôle de facilitateur de mobilisation électorale pour les partis politiques. Les relations sont asymétriques en faveur des institutions car une détérioration de la relation peut entraîner pour le *muhtar* le retrait discrétionnaire d'aides ou d'avantages matériels⁷⁸.

2.3.2. Renforcement des liens avec le pouvoir central sous le gouvernement AKP

Selon Elise Massicard, vers la fin des années 2000, l'État reprend la main sur la fonction de *muhtar*, la politisant et restreignant *de facto* son autonomie⁷⁹. Le pouvoir central réinvestit les *muhtarlık* à travers plusieurs initiatives visant à s'attacher plus fermement la loyauté des *muhtar* : amélioration de leurs conditions d'exercice (mise à disposition de locaux), de leur situation matérielle (augmentation des salaires, qui dépasse le salaire minimum à partir de 2016, affiliation à la sécurité sociale en 2017, délivrance d'une carte professionnelle en 2017) et renforcement de leurs liens avec le pouvoir central (mise en place d'un système informatisé pour centraliser les demandes adressées par les *muhtar* aux préfectures, sous-préfectures et mairies)⁸⁰.

Enfin, à partir de janvier 2015, le président turc met en place des « rencontres de *muhtar* » dans son palais, durant lesquelles il reçoit les *muhtar* pour un discours présidentiel suivi d'un repas, selon une périodicité régulière, avec l'objectif d'accueillir en cinq ans au moins une fois chacun des 50 000 *muhtar* de village et de quartier du pays. A la fin de 2017, environ 17 000 d'entre eux ont déjà été invités⁸¹. Selon Elise Massicard, ces rencontres sont critiquées pour leur caractère politique et électoraliste car, d'une part, l'agenda des rencontres est fortement lié au calendrier électoral et politique, d'autre part des *muhtar* disent ne pas pouvoir s'y exprimer et se sentent instrumentalisés, enfin, les *muhtar* conviés à y participer sont choisis en fonction de leur appartenance partisane, c'est-à-dire proches de l'AKP⁸².

En mars 2015, selon le media *OdaTV*, Bülent Yurtsever, maire du quartier de Yeşilköy dans le district de Bakırköy (province d'Istanbul) critiquant l'instrumentalisation des *muhtar* par le président, annonce organiser tous les mardis des petits déjeuners avec les habitants, afin de discuter des problèmes du quartier⁸³.

2.3.3. Depuis 2015 : une fonction de surveillance de la population et de délation

Selon Elise Massicard, à partir de l'été 2015, dans un contexte de reprise des affrontements entre l'Etat et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)⁸⁴ dans le sud-est du pays⁸⁵, Recep Tayyip Erdogan

⁷⁵ MASSICARD Elise, 2019, p. 293.

⁷⁶ MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#)

⁷⁷ MASSICARD Elise, 2013, p. 259-292, [url](#) ; MASSICARD Elise, 2019, p. 297-302.

⁷⁸ MASSICARD Elise, 2019, p. 302.

⁷⁹ MASSICARD Elise, 2019, p. 291-350.

⁸⁰ MASSICARD Elise, 2019, p. 338-339.

⁸¹ MASSICARD Elise, 2019, p. 341.

⁸² MASSICARD Elise, 2019, p. 346-348.

⁸³ Oda TV, 24/03/2015, [url](#)

⁸⁴ En kurde : « *Partîya Karkerên Kurdistanê* »

⁸⁵ Voir DIDR, Opra, 28/09/2021, [url](#)

demande aux *muhtar* de s'appuyer sur leur connaissance intime de leur quartier ou leur village pour jouer un rôle de surveillant et d'informateur pour le compte de l'Etat dans les termes suivants : « Le *muhtar* saura qui habite dans quelle maison. S'agit-il d'un terroriste, est-il possible qu'il ne le sache pas ? Il le sait. Et il l'indiquera aux forces de sécurité les plus proches. (...) Car le pas que va faire le *muhtar* à ce moment-là va renforcer l'Etat, et la force de l'Etat est impérative pour la prospérité et la tranquillité du peuple, nous le ferons, nous sommes obligés⁸⁶ ». Selon la journaliste Laure Andlauer, correspondante en Turquie pour RFI, à travers ces déclarations, le président turc appelle ouvertement les *muhtar* à agir comme relais et informateurs de l'État⁸⁷. Suite à cette déclaration, les membres de l'association des *muhtar* de Suruç (sud-est du pays) déclarent qu'ils refusent d'être des délateurs pour le compte de l'Etat, que leur rôle est d'être des « serviteurs du peuple », et que lorsqu'ils se rendent à la sous-préfecture ou à la direction de la sécurité, ce n'est pas pour espionner la population mais pour résoudre ses problèmes⁸⁸.

En décembre 2016, suite à la tentative de coup d'état du 15 juillet 2016, cette prescription est transcrite dans une circulaire qui enjoint aux préfets et sous-préfets d'organiser des réunions de sécurité mensuelles avec les *muhtar*. Elise Massicard note que « dans ce contexte troublé, le président enjoint aux *muhtar* d'utiliser la connaissance intime qu'ils sont censés avoir des habitants dans une perspective de surveillance, voire de dénonciation des habitants pour le compte des autorités publiques »⁸⁹.

En mai 2021, selon le journal *Birgün*, le ministère de l'Intérieur prévoit l'ajout d'un amendement à la loi n°442 sur les villages en vue de transformer en obligation légale la fonction de délation attribuée aux *muhtar*. : le devoir de « maintenir la paix et l'ordre dans le village », qui fait partie des « affaires d'Etat accomplies par le *muhtar* », est reformulé comme suit : « Aider les agents des forces de l'ordre à maintenir la paix et l'ordre public dans le village, aider à la collecte des informations et données demandées sur le village lorsque cela est nécessaire »⁹⁰.

Aucune information concernant les suites données à ce projet de loi n'a pu être trouvée dans les sources publiques consultées en français, anglais et turc.

3. Révocations et arrestations de *muhtar* (2015-2021)

Les sources publiques consultées indiquent que des *muhtar* sont régulièrement révoqués, arrêtés et incarcérés, et font l'objet de procédures judiciaires sous des accusations de liens avec une organisation terroriste, de participation aux « commissions de village », présentées par les autorités turques comme des structures illégales liées au PKK⁹¹ ou d'insulte au président.

3.1. Révocations de *muhtar* au motif de « liens avec le terrorisme »

3.1.1. 2015-2017

Le 10 juillet 2015, selon l'Association des droits humains (IHD⁹²), Cemal Taygun, maire du quartier de Merkez ; Zekeriya İstemiş, maire du quartier de Güneyyamaç, et Şevket Şahin, maire du quartier de Elmayaka, dans le district de Bahçesaray (province de Van, sud-est), sont révoqués par le sous-préfet de Bahçesaray au motif qu'ils ont enfreint la loi n° 2911 sur les réunions et manifestations. Ils sont remplacés par des administrateurs. Trois autres *muhtar* de Van avaient déjà été révoqués à une date non précisée⁹³.

Le 17 novembre 2016, Yavuz Aksoy, maire du village de Kıraçtepe dans le district de Karlıova (province de Bingöl, sud-est), est révoqué par le ministère de l'Intérieur dans le cadre d'une enquête le visant, pour des allégations de lien avec le PKK⁹⁴.

Aucune information dans les sources publiques consultées en français, anglais et turc, n'a pu être trouvée sur d'autres révocations de *muhtar* durant l'année 2016.

⁸⁶ Allocution présidentielle devant les *muhtar*, Ankara, 19/08/2015. Cité in MASSICARD Elise, 2019, p. 345.

⁸⁷ ANDLAUER Laure, RFI, 01/09/2016, [url](#)

⁸⁸ Haberler, 15/08/2015, [url](#)

⁸⁹ MASSICARD Elise, 2019, p. 345.

⁹⁰ *Birgün*, 11/05/2021, [url](#)

⁹¹ Sur les commissions de village voir : DIDR, Ofpra, 18/10/2017, [url](#)

⁹² En turc : *İnsan Hakları Derneği*

⁹³ *İnsan Hakları Derneği* (IHD), 14/04/2017, [url](#)

⁹⁴ *Hürriyet*, 17/11/2016, [url](#)

Le 4 janvier 2017, Gökhan Bahadır, un jeune *muhtar* de Trabzon (région de la mer Noire) qui avait été le premier à refuser l'invitation du président de la République à participer aux « rencontres de *muhtar* » (voir 2.3.2.), déclarant à la presse que cela contrevenait à son devoir de neutralité et critiqué ouvertement les politiques menées par Erdogan⁹⁵, est **inculpé pour « insulte au président »**⁹⁶.

Le 13 février 2017, huit maires des quartiers de Yalaza, Çavundur, Birlik, Yamaçlı, Baharlar, Damar, Karahasan et Yolçatı du district de Lice (province de Diyarbakır, sud-est), visés par une enquête antiterroriste, sont révoqués et remplacés par des maires nommés⁹⁷.

Le 27 mars 2017, **une enquête est ouverte à l'encontre de 50 *muhtar*** ayant participé à une réunion organisée à Gülşehir (province de Nevşehir, Anatolie centrale) par Hakkı Süha Okay, membre de l'assemblée du Parti républicain du peuple (CHP⁹⁸)⁹⁹. Ce meeting, réunissant une centaine de *muhtar*, avait pour but de critiquer la réforme constitutionnelle soumise à référendum le 16 avril 2017¹⁰⁰.

Le 29 mars 2017, Arif Karaman, sous-préfet du district d'Adilcevaz (province de Bitlis, sud-est), convoque les *muhtar* à la sous-préfecture et les menace en leur disant que si le « oui » ne l'emporte pas au référendum, il leur retirera leur sceau¹⁰¹.

En avril 2017, le président de la République Recep Tayyip Erdoğan soumet à l'opinion un référendum sur la réforme de la Constitution ; le principal enjeu est le renforcement du pouvoir présidentiel. Le Oui est soutenu par le Parti de la justice et du développement (AKP¹⁰², islamo-conservateur, au pouvoir depuis 2002) alors que les partis d'opposition, le Parti démocratique des peuples (HDP¹⁰³, parti légal pro-kurde), et le Parti républicain du peuple (CHP¹⁰⁴, social-démocrate, laïc) appellent à voter Non¹⁰⁵.

3.1.2. 2018-2020

Le 14 octobre 2018, selon le journal pro-gouvernemental *Akşam* qui titre « il ne restera aucun *muhtar* du PKK », le ministère de l'Intérieur, s'appuyant sur les rapports des services de renseignements, a identifié les liens de nombreux *muhtar* avec le PKK qui se serait appuyé sur les *muhtar* de l'est et du sud-est de l'Anatolie pour mettre en place son organisation urbaine, l'Union des communautés du Kurdistan (KCK¹⁰⁶). D'après le rapport commandé par le ministre de l'Intérieur, de nombreux *muhtar* en fonction dans le sud et le sud-est du pays exécutent des ordres venant de hauts gradés du PKK et hébergent des membres de la guérilla lorsque ceux-ci descendent en ville¹⁰⁷.

Le 15 octobre 2018, selon plusieurs sources de presse, le ministère de l'Intérieur annonce que **259 *muhtar* (103 maires de villages et 156 maires de quartiers) sont révoqués** au motif de leur « appartenance ou affiliation à des structures, formations ou groupes jugés engagés dans des activités contre la sécurité nationale » ; en raison de **liens allégués avec le PKK** ; ou « d'actes incompatibles avec leurs fonctions »¹⁰⁸.

Selon un article publié le 16 octobre 2018 par l'agence de presse pro-kurde *Mezopotamya*, ces révocations interviennent à l'approche des élections locales et visent des *muhtar* qui n'ont pas participé aux « réunions des *muhtar* » organisées par le président de la République Recep Tayyip Erdoğan (voir 2.3.2.)¹⁰⁹.

Selon le journal d'opposition de gauche *Evrensel*, le 18 octobre 2018, les *muhtar* ont été révoqués alors **qu'aucune enquête judiciaire ni procès n'avaient été ouverts à leur encontre**. Le journal précise que le ministère n'a pas communiqué de liste des *muhtar* révoqués mais que les notifications de révocation parviennent progressivement aux intéressés. Le journal souligne que la plupart des *muhtar*

⁹⁵ Cumhuriyet, 13/07/2016, [url](#)

⁹⁶ Diken, 04/01/2017, [url](#)

⁹⁷ Son Dakika, 13/02/2017, [url](#)

⁹⁸ En turc : *Cumhuriyet Halk Partisi*

⁹⁹ Halkların Demokratik Partisi (HDP), 20/04/2017, [url](#)

¹⁰⁰ MASSICARD Elise, 2019, p. 349.

¹⁰¹ Halkların Demokratik Partisi (HDP), 20/04/2017, [url](#)

¹⁰² En turc : *Adalet ve Kalkınma Partisi*

¹⁰³ En turc : *Halkların Demokratik Partisi*

¹⁰⁴ En turc : *Cumhuriyet Halk Partisi*

¹⁰⁵ ROBERT Max-Valentin et BERLEMONT Ilan, Ovipot, 27/04/2017, [url](#)

¹⁰⁶ En kurde : « *Koma Civakên Kurdistan* »

¹⁰⁷ Akşam, 14/10/2018, [url](#)

¹⁰⁸ Memo Haber, 15/10/2018, [url](#) ; T24, 15/10/2018, [url](#) ; Anadolu Ajansı, 15/10/2018, [url](#) ; Euronews, 15/10/2018, [url](#) ; Diken, 15/10/2018, [url](#) ; Akşam, 14/10/2018, [url](#)

¹⁰⁹ Mezopotamya, 16/10/2018, [url](#)

révoqués exercent dans des quartiers où le HDP est fortement implanté et sont localisés dans les régions kurdes : 50 à Ağrı, dans la province de Mardin, 10 dans le district de Nusaybin, 9 à Kızıltepe, 1 à Ömerli, 4 à Dargeçit, 1 à Mazıdağı, 9 à Derik et 5 à Savur ; 15 dans le district de Lice dans la province de Diyarbakır ; 33 des 58 *muhtar* que compte le district de Yüksekova dans la province de Hakkâri sont révoqués ; 13 dans le district de Başkale (province de Van) et 3 dans d'autres districts¹¹⁰.

Parmi les *muhtar* révoqués cités par le journal figurent : Mahsum Aslan, *muhtar* du quartier de Berçem à Kızıltepe, Sedat Mercan, *muhtar* du village de Pınarcık (Fitin) dans le district de Derik, Çetin Bilir, *muhtar* depuis 10 ans dans le quartier de Şabaniye dans le district d'Edremit, Ahmet Nanto, *muhtar* depuis 4 ans et demi dans le quartier d'Esentepe dans le district d'Edremit, Ayhan Komi, *muhtar* dans le quartier de Süphan. Yurdusev Özökmenler, la vice-co-présidente du HDP en charge des collectivités locales estime pour sa part que **les *muhtar* ont été révoqués parce qu'ils refusent la mise au pas de leur fonction par le président de la république** (voir 2.3.2.)¹¹¹.

Parmi ces 259 maires de villages et de quartiers révoqués, neuf ou dix exerçaient dans la province de Bingöl (sud-est), dans les villages de Altınevler, Çamlıca, Doluçay, Elmadüzü, Kırkpınar et Altınbaşak du district de Adaklı, et les villages de Kırçaçtepe dans le district de Karlıova ; Sabırtaş, Sırmaçek et Yukarıserinyer dans le district de Kiğı¹¹².

Dans la province de Mardin (sud-est), 65 *muhtar* au total sont révoqués. Huit *muhtar* sont révoqués dans le district de Kızıltepe : Veysi Erdem (Selahattin-i Eyyubi), Şeref Dağ (Dunaysır), Mahsum Aslan (Şahkulubey), Hamdullah Kızıl (Üç Evler), Şükrü Gümüş (Eşme/Meskeynter), Hıdır Gümüşten (Yoldere), İbrahim Sarıboğa (Küçük Boğaziye) et Osman Bozdemir (Demirler). Dix *muhtar* sont révoqués dans le district de Nusaybin, quatorze dans celui d'Ömerli, un dans le district de Mazıdağı, dix dans le district de Dargeçit, neuf dans le district de Derik et cinq dans le district de Savur. Parmi les *muhtar* révoqués dans le district de Nusaybin figurent Şakir Acar, maire du quartier de Yenişehir et président de l'association des *muhtar* de Nusaybin¹¹³, ainsi qu'İbrahim Akpınar, maire du quartier d'Abdulkadir Paşa, Hayrettin Özdemir, maire du quartier de Fırat, Hurşit Elçioğlu, maire du quartier de Zeynel Abidin, ainsi que six maires de village. Ils ont tous été convoqués à la sous-préfecture qui leur a notifié leur révocation et leur a repris leur sceau. Dans le district de Derik, neuf maires ont été convoqués à la sous-préfecture qui leur a notifié leur révocation et repris leur sceau. Parmi les maires révoqués se trouve Nebahat Durmaz, première femme *muhtar* de Derik. Les autres *muhtar* révoqués à Derik sont : Reşat Çelik, président de l'association des *muhtar* de Derik¹¹⁴ et maire du quartier de Hayırlı, Faysal Kılıç, maire du quartier de Alanlı, Hüseyin Tekin, maire du quartier de Doğancık, Veli Dinç, maire du quartier de Karataş, Sedat Mercan, maire du quartier de Pınarcık, Arif Tekin, maire du quartier de Derinsu, Abdulhalim Doğan, maire du quartier de Çayköy, Şeyhmus Karataş, maire du quartier de Ilica¹¹⁵.

Trois maires de village sont révoqués dans les villages de Demirdelen, Bazlama et Çavuşyolu du district de Karakoçan dans la province d'Elazığ¹¹⁶.

Dans la province de Kars, cinq *muhtar* du district de Kağızman et un du district de Digor sont révoqués¹¹⁷.

Le 18 janvier 2019, « S.A. », le *muhtar* du quartier de Raman dans la ville de Batman, est suspendu suite à une enquête judiciaire et administrative ouverte à son encontre au motif d'avoir « aidé la famille d'un membre décédé d'une organisation [terroriste] lors des funérailles »¹¹⁸.

Le 5 mai 2019, selon plusieurs sources dont l'Association des droits humains (IHD), dix maires de quartier du district de Lice (province de Diyarbakır) sont révoqués dans le cadre d'une enquête les visant pour des liens allégués avec une organisation terroriste. Les dix maires ciblés sont : Bahri Narin (quartier de Baharlar (Barav)), Fikri Ertaş (quartier de Şenlik (Xeraba)), Hanifi Gülen (quartier de Karahasan), Çetin Dirin (quartier de Kali), Aziz Doğan (quartier de Bayırlı (Karincak)), Mahfuz Mayda (quartier de

¹¹⁰ Evrensel, 18/10/2018, [url](#)

¹¹¹ Evrensel, 18/10/2018, [url](#)

¹¹² Hukuki Haber, 19/10/2018, [url](#)

¹¹³ En turc : *Nusaybin Muhtarlar Derneği*

¹¹⁴ En turc : *Derik Muhtarlar Derneği*

¹¹⁵ Duvar, 18/10/2018, [url](#) ; Doğruhaber, 17/10/2018, [url](#) ; Sonsöz, 18/10/2018, [url](#)

¹¹⁶ Elazığ Basın, 19/10/2018, [url](#)

¹¹⁷ Kars Güncel, 15/10/2018, [url](#) ; Kars Olay, 15/10/2018, [url](#)

¹¹⁸ İnsan Hakları Derneği (IHD), 07/02/2020, [url](#)

Ulucak (Heşeredere)), Mekin Yalçın (quartier de Yünlüce (Mele)), Abdulcebbar Çelik (quartier de Yalaza (Kervas)), Sevat Polat (quartier de Serince (Pirik)), Vayez Altıntop (quartier de Uçarlı (Firdevs))¹¹⁹.

Le 23 mai 2019, selon le journal *Independent Türkçe*, Ayhan Komi, *muhtar* du quartier de Süphan, et Çetin Bilir, maire du quartier de Şabaniye dans le district d'Edremit (Van), sont révoqués. Ils avaient déjà été démis de leurs fonctions en 2018 puis avaient été réélus lors des élections locales du 31 mars 2019¹²⁰.

Le 22 août 2019, selon plusieurs sources dont l'Association des droits humains (IHD), les maires des villages de Çay, Kösetarla, Bağlar et Korik dans la province de Batman (sud-est), sont révoqués au motif d'une enquête et d'un procès les visant pour des liens allégués avec une organisation terroriste. Des administrateurs sont nommés pour les remplacer¹²¹.

Le 3 novembre 2019, Mehmet Dağ, maire du quartier de Fıstıklı (Xirbe Şeyhmahmud), et Kazım Akman, maire du quartier de Tavuklu (Xerabamişka) dans le district d'Ömerli (province de Mardin), sont convoqués par le sous-préfet qui leur annonce leur révocation sans en préciser le motif¹²².

Le 4 mars 2020, selon l'Association des droits humains (IHD), Yusuf Yar, maire du village d'Üçköy (Arkah/Xarabalê), Haşo Dinç, maire du village d'Eskihisar (Marîne) et Yusuf Kılıç, maire du village de Düzce (Şolbabekir), dans le district de Nusaybin (Mardin), sont révoqués en raison d'une enquête les visant au motif non précisé¹²³.

Le 24 mars 2020, selon la préfecture de Muş (sud-est) citée par le journal *Sabah*, des procédures judiciaires ont été engagées contre 77 personnes dont trois maires de villages dans le district de Bulanık, à la veille de la fête de « Nevruz » (Newroz). Les *muhtar*, visés par une procédure judiciaire pour « appartenance à une organisation terroriste » et « aide à une organisation terroriste », sont révoqués¹²⁴.

3.2. Arrestations et incarcérations de *muhtar*

3.2.1. 2015-2016

Le 6 mai 2015, selon l'Association des droits humains (IHD), **Bülent Altınoluk, maire du quartier d'Esendere Merkez dans le district de Yüksekova** (province de Hakkari), est **arrêté** à un contrôle routier avec deux autres personnes (Yakup Uzunköprü et Yunus Konak), emmené en garde à vue au commissariat de Hakkâri et, à l'issue de celle-ci, **libéré par le tribunal sous contrôle judiciaire**. Yunus Konak est incarcéré et envoyé à la prison de Hakkâri¹²⁵.

Le 3 août 2015, selon l'Association des droits humains (IHD), **Rahmi Coşkun, maire du village de Hancağız (Kanikort) dans le district de Malazgirt (province de Muş)**, est **arrêté** lors d'une vague de perquisitions dans plusieurs villages du district. Lors de ces perquisitions Sadık Arman est arrêté dans le village de Laledağ, et Ercan Çetin dans le village de Yeniköy¹²⁶.

Le 6 août 2015, selon l'Association des droits humains (IHD), Şefket Arıuş, maire du village de Hawre dans le district de Sason (province de Batman), arrêté trois jours auparavant lors de perquisitions, est incarcéré avec six autres personnes (Ahmet Demir, président de la section IHD de Batman, Mehmet Şerif Acet, Tayip Arıuş, Aslan Arıuş, İzzatin Arıuş, Bışar Onar) sous l'accusation « d'appartenance à une organisation terroriste », et envoyé à la prison de type M de Batman¹²⁷.

Le 15 septembre 2015, **Metin Eroy, maire du village de Misurî (Kekliktepe) dans le district de Güroymak (province de Bitlis)**, est **arrêté** lors de perquisitions menées dans le village par les militaires ; Havzullah Eroy, Alâeddin Katanalp et son fils Zafer Katanalp sont également arrêtés. Déférés devant le tribunal à l'issue de leur garde à vue et de leur interrogatoire par le procureur, sous une accusation « d'aide à une organisation terroriste », ils sont **libérés dans l'attente de leur procès**¹²⁸.

¹¹⁹ İnsan Hakları Derneği (IHD), 07/02/2020, [url](#) ; Amerika'nın Sesi, 08/05/2019, [url](#) ; Yenigün, 10/05/2019, [url](#)

¹²⁰ Independant Türkçe, 23/05/2019, [url](#)

¹²¹ İnsan Hakları Derneği (IHD), 07/02/2020, [url](#) ; Sputnik, 22/08/2019, [url](#) ; Sabah, 22/08/2019, [url](#)

¹²² İnsan Hakları Derneği (IHD), 07/02/2020, [url](#) ; Günboyu Gazetesi, 09/11/2019, [url](#)

¹²³ İnsan Hakları Derneği (IHD), 11/02/2021, [url](#)

¹²⁴ Sabah, 24/03/2020, [url](#)

¹²⁵ İnsan Hakları Derneği (IHD), 09/03/2016, [url](#)

¹²⁶ İnsan Hakları Derneği (IHD), 09/03/2016, [url](#)

¹²⁷ İnsan Hakları Derneği (IHD), 09/03/2016, [url](#)

¹²⁸ İnsan Hakları Derneği (IHD), 09/03/2016, [url](#)

Le 29 septembre 2015, la gendarmerie procède à des perquisitions dans le quartier de Kela Dotka (Germe) dans le district de Viranşehir (province d'Urfa) et **arrête Mehmet Kaynak, maire du quartier**, ainsi que neuf personnes dont Aslan Özkan, Abdürrahim Özkan, Mustafa Atıcı et Mehmet Emin Atıcı. Les personnes arrêtées rapportent que les gendarmes leur ont demandé pourquoi ils avaient voté pour le HDP¹²⁹.

Le 7 octobre 2015, les militaires et les équipes des forces spéciales procèdent à des perquisitions dans les quartiers de Reşan (Gerentepe) et Değirmenkay, dans le district de Karayazı (province d'Erzurum), et **arrêtent Şakir Oran, maire de quartier**, Abdullah Oran et Yavuz Oran, les emmènent à la salle municipale des condoléances et les insultent. Selman Koçak (18 ans) est également arrêté lors d'une opération menée dans le quartier de Değirmenkaya, au motif de son appartenance à la « commission de village »¹³⁰.

Le 9 octobre 2015, **Hasan Önsaçma, muhtar du quartier de Aksorguç (Değirmen)** dans le district d'Özalp (province de Van), ainsi que Handan Bağcı, co-maire de la ville d'Özalp, Okan Bayram, co-maire adjoint, et Kasım Hazır, membre du conseil municipal, sont **arrêtés** par les gendarmes. Dférés devant le tribunal, ils sont ensuite transférés à Van. **Hasan Önsaçma**, Handan Bağcı et Okan Bayram sont **placés en détention provisoire** sous l'accusation de « résistance à agent public »¹³¹.

Le 17 octobre 2015, douze personnes sont arrêtées lors de perquisitions à Urfa et dans les districts de Haliliye et Suruç, et emmenées à la section antiterroriste : **Ömer Çiçek, maire du quartier de Devteşti**, Mahmut Çiçek, Sibel Sütpak, membre du Parti des régions démocratiques (DBP¹³² parti pro-kurde fondé en 2014) et du conseil municipal d'Urfa, Hüseyin Sütpak, Müslüm Polat, journaliste à Radyo Karacadağ, Ferit Ak et Halil Dişlik, Emrah Dişlik, Özgürcan Altıngül, Rögar Fırat et Vedat Gökler ; M.A. âgé de 16 ans, est emmené au commissariat pour mineurs¹³³.

Le 19 octobre 2015, **Engin Kaya, maire du village de Goma Elo (Yalkaya) dans le district de Taşlıçay (province d'Ağrı)**, et Behrem Işık, membre du DTK, sont arrêtés à Taşlıçay et **incarcérés** sous l'accusation « d'appartenance à une organisation terroriste » et de « propagande pour une organisation terroriste »¹³⁴.

Le 26 octobre 2015, **Abdulhalik Biliz, maire du quartier de Selenli dans le district de Karayazı** (province d'Erzurum), et Selman Yavuz, maire du quartier de Yahya, sont **arrêtés**, dferés au tribunal après leur garde à vue à la gendarmerie, et **incarcérés** respectivement pour « aide à une organisation terroriste » et « aide à une organisation terroriste et participation aux commissions de village »¹³⁵.

Le 25 décembre 2015, Ramazan Dinler, maire du quartier de Küçükpınar dans le district de Derik (province de Mardin), et son épouse Remziye Dinler sont arrêtés lors d'une perquisition à leur domicile¹³⁶.

Le 11 février 2016, **Abidin Akgün et Mehmet Mansur Akbay, maires de village**, Bişar Akdemir, Agit Tokdemir et le journaliste local Serkan Aydemir sont **arrêtés à Tatvan** (province de Bitlis) lors de perquisitions menées dans les villages du district par la police et la gendarmerie. Dférés au tribunal le 13 février, Serkan Aydemir, **Mehmet Mansur Akbay** et Bişar Akdemir sont **placés en détention provisoire** sous l'accusation « d'appartenance à une organisation terroriste et « propagande pour une organisation terroriste »¹³⁷.

Le 14 février 2016, İbrahim Yaşar, co-président du HDP du district de Taşlıçay (province d'Ağrı), Kamuran Aydın, membre du DBP et du conseil municipal de Taşlıçay, **Mehmet Ali Budak, maire du quartier de Yiltepe**, et Fesih Aydın, Kenan Aydın, Mustafa Kaya et Fuat Akdeniz sont **arrêtés** lors de perquisitions menées par la police à Taşlıçay¹³⁸.

¹²⁹ İnsan Hakları Derneği (IHD), 09/03/2016, [url](#)

¹³⁰ İnsan Hakları Derneği (IHD), 09/03/2016, [url](#)

¹³¹ İnsan Hakları Derneği (IHD), 09/03/2016, [url](#)

¹³² En turc : *Demokratik Bölgeler Partisi*

¹³³ İnsan Hakları Derneği (IHD), 09/03/2016, [url](#)

¹³⁴ İnsan Hakları Derneği (IHD), 09/03/2016, [url](#)

¹³⁵ İnsan Hakları Derneği (IHD), 09/03/2016, [url](#)

¹³⁶ İnsan Hakları Derneği (IHD), 09/03/2016, [url](#)

¹³⁷ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹³⁸ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

Le 24 février 2016, Abidin Akgün, maire du village de Hanelmalı dans le district de Tatvan (province de Bitlis), est arrêté. Il est incarcéré le 26 février sous l'accusation « d'appartenance à une organisation terroriste »¹³⁹.

Le 7 mars 2016, **Resul Nas, maire de village, est arrêté** lors d'une perquisition dans le district d'Eruh (province de Siirt) pour un motif non précisé et emmené à la gendarmerie. Il est **incarcéré** le 9 mars sous l'accusation « d'aide à une organisation terroriste »¹⁴⁰.

Le 17 mars 2016, **Lokman Özyiğit, maire du village de Dirsekli** dans le district d'İdil (province de Şırnak), est **arrêté** lors d'une perquisition à son domicile¹⁴¹.

Le 28 mars 2016, **Abdurrahman Aslan, maire de village**, et Edip Aslan, co-président du HDP de district, Şükrü Aslan, membre du DBP, Kadri Aslan, Hüseyin Aslan, Ekrem Aslan et Şirin Çiftçi sont **arrêtés** lors de perquisitions dans le village de Tilhesen dans le district de Gercüş (Kercews) (province de Batman). Le 30 mars, ils sont **placés en détention provisoire** sous l'accusation « d'aide à une organisation terroriste » et envoyés à la prison de type M de Midyat¹⁴².

Le 6 avril 2016, la police mène des perquisitions dans les villages de Badan (Teknedüzü), Carsan (Yeşildal) et Qula (Kulan), dans le district de Varto (province de Muş), et arrête **Ali Rıza Şahin, maire du village de Teknedüzü**, et Metin Aydoğdu, membre du DBP. Le 9 avril 2016, Metin Aydoğdu, **Ali Rıza Şahin** et Mehmet Hayme sont **emprisonnés** sous l'accusation « d'appartenance à une organisation terroriste »¹⁴³.

Le 8 avril 2016, les forces spéciales de la police mènent des perquisitions dans le village de Saxnis, dans le district de Karlıova (province de Bingöl), et **arrêtent 12 personnes dont le maire du village**. Harun Aşit, Deniz Ay, Mehmet Altun et Ferazzeddin Ayak sont incarcérés le 19 avril sous l'accusation « d'appartenance à une organisation illégale »¹⁴⁴.

Le 11 avril 2016, **Hizni Uğur, maire du quartier Cumhuriyet à Şırnak, est arrêté** lors d'une perquisition à Silopi et **incarcéré** dans la prison de type T de Şırnak¹⁴⁵.

Le 12 mai 2016, **Nezir Atilla, maire du quartier de Cumhuriyet**, et Sabri Işık, Nahsan Dağtekin, Mazlum Dağtekin, Ferit Demirtaş, Faik Ökten et Halil Bozan sont **arrêtés** dans le district de Ceylanpınar (province d'Urfa)¹⁴⁶.

Le 13 mai 2016, Nezir Atilla, maire du quartier Cumhuriyet à Ceylanpınar, et Nahsan Dağtekin sont **transférés à l'hôpital suite aux tortures et mauvais traitements subis en garde à vue** à la direction de la sécurité. **Nezir Atilla** souffre d'une hémorragie cérébrale et est hospitalisé en soins intensifs¹⁴⁷.

Le 21 juin 2016, les gendarmes perquisitionnent le village de Melê (Yönlüce) dans le district de Lice (province de Diyarbakır) placé sous couvre-feu, et **arrêtent Mekin Yalçın, maire de village**, ainsi que Lami Yalçın, Feyzi Yalçın, Yakup Süğüt, Abdulaziz Tektaş et un dénommé Kanberi au nom de famille non précisé¹⁴⁸.

Le 12 juillet 2016, la police mène des perquisitions à Diyadin (province d'Ağrı) et arrête 25 personnes parmi lesquelles : **Yasin Çelik, maire du village de Dawid, Faruk Yıldız, maire du village de Stürkan**, ainsi que Mustafa Alpaslan, Abidin Bozkurt, Nuri Özden, Hüsnü Özden, Mehmet Özden, Sıddık Yenigün, Orhan Tunç, Mesut Aslan, Ahmet İdacı, Tahir Aslan, Cengiz Aslan, Hetem Zorbay, Mehmet Özden, Nezir Budak et Sevgi İlboğa. Le 15 juillet, 14 d'entre eux sont libérés sous contrôle judiciaire ; Mustafa Alpaslan, Zeynel Abidin Bozkurt, Mesut Aslan, **Faruk Yıldız**, Orhan Tunç, Sıddık Yenigün, Ahmet İdacı, Ali İmrak, Yaşar Kurtulmaz et une personne au nom non précisé sont **incarcérées** sous l'accusation « d'appartenance à une organisation terroriste » et envoyés à la prison de type M d'Ağrı¹⁴⁹.

¹³⁹ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁴⁰ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁴¹ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁴² İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁴³ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁴⁴ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁴⁵ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁴⁶ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁴⁷ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁴⁸ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁴⁹ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

Le 22 juillet 2016, **Ayhan Komi, maire du quartier de Süphan** dans le district d'Edremit (province de Van), est **arrêté** lors d'une perquisition à son domicile¹⁵⁰.

Le 6 août 2016, la gendarmerie procède à des perquisitions dans les villages de Bayramoğlu, Ömerağa, Hasköy, Tunçoğlu, Lehimli et Binbaşar dans la province d'Ardahan, et **arrête douze personnes dont six muhtar**. Le 10 août, **Vehbi Tağ, maire du village de Murga, Şaban Yılan, maire du village de Bayramoğlu**, Arayış Yılmaz, co-président du DBP de la province, Ergün Koç, co-président du HDP de la province, et Hakan Yılmaz sont **incarcérés** après avoir été déférés au tribunal. Les sept autres personnes sont libérées sous contrôle judiciaire¹⁵¹.

Le 18 août 2016, **Seyfettin Sarp, maire de village**, son neveu Hayati Sarp ainsi que Zihni Gülmez sont **arrêtés** lors de perquisitions menées par la gendarmerie dans le village de İnanlı dans le district de Solhan (province de Bingöl)¹⁵².

Le 19 août 2016, **Mehmet Özpolat, maire de village**, ainsi que Kemal Gözübüyük, Hüseyin Alper, Hüseyin Yıldırım, Ali Alper, un dénommé Şeyho au nom de famille non précisé, Gazi Bildik, Hüseyin Filik, Gürsel Korkmaz, Yeşil Yurt et Ali Taştan sont **arrêtés** lors de perquisitions de la gendarmerie dans le village de Yazıbaşı dans la province d'Adıyaman¹⁵³.

Le 24 août 2016, **Şakir Acar, maire du quartier** de Yenişehir dans le district de Nusaybin (province de Mardin), est **incarcéré** sous l'accusation « d'appartenance à une organisation terroriste » suite aux dépositions d'un témoin sous X¹⁵⁴.

Le 16 octobre 2016, **Ferhat Göçmüş, maire du quartier** de Hocaali dans le district d'Erciş à Van, est **arrêté** lors d'une perquisition de la police ; déféré au tribunal, il est **incarcéré** sous l'accusation « d'appartenance à une organisation terroriste » et transféré à la prison de type M de Van¹⁵⁵.

Le 16 octobre 2016, selon une déclaration de la préfecture de Muş citée par la presse, **Serkan Çoşkun, maire du village de Aligedik, Mikail Çapan, maire du village** de Mescitli, ainsi que Nasır Çelik, accusé d'avoir transporté des combattants du PKK, sont arrêtés lors d'un contrôle routier qui tourne à l'affrontement dans le village de Bostankent-Alağün dans la province de Muş. **Serkan Çoşkun est blessé lors de l'arrestation**. Les trois personnes sont déférées devant le tribunal et **écrouées** le 23 octobre 2016 sous l'accusation « d'appartenance à une organisation terroriste »¹⁵⁶.

Le 19 novembre 2016, **Hayrettin Çakır, maire du quartier** de Selahattin Eyyubi dans le district de Nusaybin (province de Mardin), ainsi qu'Ahmet Dinç, ancien adjoint au maire de la ville de Nusaybin, Hayrettin Saltıkalp et une personne non identifiée sont **arrêtés** lors de perquisitions et emmenés à la direction de la sécurité de Mardin¹⁵⁷.

Le 19 novembre 2016, Kasım Kutpınar, maire du quartier de Aşağı Koçkiran, Mevlüt Kılıçal, maire du quartier de Şehittepe et F.A., maire du quartier de Boğazkesen, sont **arrêtés** dans le district d'Özalp (province de Van) dans le cadre d'opérations visant le PKK. Ils sont déférés au tribunal à l'issue de leur garde à vue, F.A. est libéré sous contrôle judiciaire tandis que **Kasım Kutpınar et Mevlüt Kılıçal sont écroués**¹⁵⁸.

Le 25 novembre 2016, Kemal Adıyaman, maire du village d'Ağaçdibi dans la province de Hakkâri, est arrêté lors d'une perquisition à son domicile pour un motif non précisé¹⁵⁹.

Le 8 décembre 2016, Erkan Y., *muhtar* du quartier de Tınazlı dans le district de Başkale (province de Van), est arrêté par la gendarmerie sous l'accusation d'aide au PKK. Il est déféré au tribunal à l'issue de sa garde à vue et emprisonné¹⁶⁰.

¹⁵⁰ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁵¹ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁵² İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁵³ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁵⁴ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁵⁵ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁵⁶ Yeni Şafak, 24/10/2016, [url](#) ; Milliyet, 24/10/2016 [url](#)

¹⁵⁷ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁵⁸ Kon Haber, 19/11/2016, [url](#) ; Anadolu Ajansı, 19/11/2016, [url](#) ; Karar, 19/11/2016, [url](#)

¹⁵⁹ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁶⁰ Omedyam, 08/12/2016, [url](#)

Le 16 décembre 2016, Mehmet Ali Gündoğdu, *muhtar*, ainsi que Servet Yıldırım, Kutbettin Aslan et Yıldırım Belecen sont arrêtés lors de perquisitions menées par la gendarmerie dans le village de Yoğunhisar dans le district de Hamur (province d'Ağrı)¹⁶¹.

3.2.1. 2017-2018

Le 9 février 2017, Evren G., maire du village de Burcukaya dans le district de Ahlat (province de Bitlis), est arrêté par la gendarmerie dans le cadre d'opérations visant le PKK/KCK. D'abord devant un tribunal à l'issue de sa garde à vue, il est emprisonné pour « appartenance à une organisation terroriste », « détournement de fonction publique », « corruption »¹⁶².

Le 6 mars 2017, selon une déclaration de la sous-préfecture de Kaman citée par la presse, dans le district de Kaman (province de Kırşehir), un dénommé M.A. (26 ans), visé par un mandat d'arrêt sous les accusations d'« appartenance à une organisation terroriste » et « propagande pour une organisation terroriste », ainsi que **A.K. (57 ans), le maire du village d'İkizler**, accusé d'avoir aidé M.A., sa femme désignée sous les initiales B.K. (42 ans), et leur fils désigné sous les initiales A.H.F.K. (19 ans) sont **arrêtés** par la gendarmerie¹⁶³.

Le 16 mars 2017, selon un rapport du HDP sur la répression et les violations de droits visant le parti durant la campagne pour le référendum constitutionnel du 16 avril 2017 (voir 3.1.1.) et des sources de presse, au moins 40 personnes accusées d'aide au PKK sont arrêtées à Şırnak lors de perquisitions menées par les forces spéciales de la police. Parmi les personnes arrêtées se trouvent : **Mehmet Geçgel, maire du quartier de Yeşilyurt, Murat Baysal, maire du quartier de Dicle, Hasan Tekinalp, maire du quartier de Vakıfkent, Sait Külter, maire du quartier de Yeni Mahalle, Sait Acar, maire du quartier de Gazipaşa, Cemal Bektaş, maire du quartier de Bahçelievler, Nurettin Çevik, maire du quartier d'İsmetpaşa, Mehmet Ertak, maire du quartier de Gündoğdu**, Selçuk Uğur, employé de l'hôpital de Şırnak, et Abdullah Kayaş. Treize personnes dont neuf maires de quartier sont libérées le 19 mars 2017 à l'issue de leur interrogatoire par la police¹⁶⁴.

Le 19 mars 2017, selon le média *Haberler*, sept personnes, des membres du HDP ainsi qu'un *muhtar*, sont arrêtées dans les quartiers de Saçan, Kocaköy et Atlılar dans le district de Başkale (province de Van) dans une opération visant le PKK¹⁶⁵.

Le 20 mars 2017, selon le rapport du HDP, 40 personnes sont **arrêtées** lors de perquisitions menées dans le district de Çaldıran (province de Van), parmi lesquelles Mehmet Nuri Ürgen, coprésident du DBP du district, Derya Gönül, ancienne co-présidente du DBP du district, quatre membres du conseil municipal, un imam et **un muhtar**¹⁶⁶.

Le 29 mars 2017, selon le rapport du HDP, 35 personnes dont des *muhtar* sont arrêtées dans le district de Tatvan (province de Bitlis) lors de perquisitions menées dans des villages où le couvre-feu instauré le 25 mars venait d'être levé¹⁶⁷.

Le 6 avril 2017, selon le rapport du HDP, dix personnes dont des **muhtar, arrêtées** lors de perquisitions dans le district d'Ovacık (province de Dersim/Tunceli) et déferées devant un tribunal, sont emprisonnées sous l'accusation d'appartenance à une organisation terroriste et envoyées à la prison de type E d'Elazığ. Parmi les personnes **incarcérées** se trouvent : Ali Öz, Hasan Sal, İhsan Öz, Cafer İlik, Hasret İlik, Erdal İlik et **Hüseyin Tutum, maire du village de Tilek**. Ceci porte à 22 le nombre de personnes incarcérées à Dersim entre le 3 et le 6 avril 2017¹⁶⁸.

Le 10 avril 2017, selon une déclaration de la préfecture de Muş citée par la presse, vingt personnes sont arrêtées à Malazgirt (province de Muş), lors d'opérations visant le PKK/KCK¹⁶⁹, sous l'accusation d'aide à une organisation terroriste. Parmi les personnes arrêtées se trouvent Bülent Ateş, maire de la ville de Konakkuran, Alparslan Kardan, membre du conseil départemental, ainsi que deux *muhtar*¹⁷⁰.

¹⁶¹ İnsan Hakları Derneği (IHD), 14/04/2017, [url](#)

¹⁶² Bitlis Bülteni, 09/02/2017, [url](#)

¹⁶³ Memurlar.net, 06/03/2017, [url](#)

¹⁶⁴ Halkların Demokratik Partisi (HDP), 20/04/2017, [url](#) ; Haber 7, 16/03/2017, [url](#)

¹⁶⁵ Haberler, 19/03/2017, [url](#)

¹⁶⁶ Halkların Demokratik Partisi (HDP), 20/04/2017, [url](#)

¹⁶⁷ Halkların Demokratik Partisi (HDP), 20/04/2017, [url](#)

¹⁶⁸ Halkların Demokratik Partisi (HDP), 20/04/2017, [url](#)

¹⁶⁹ Union des communautés du Kurdistan (KCK), en kurde : *Koma Civakên Kurdistan*

¹⁷⁰ Haberler, 10/04/2017, [url](#)

Le 12 avril 2017, selon le ministère de l'Intérieur cité par le rapport du HDP et des sources de presse, 412 personnes dont de nombreux membres du HDP sont arrêtées dans plusieurs villes, à quatre jours du scrutin référendaire. 177 personnes sont arrêtées à Diyarbakır, sept dans le district de Şirvan (province de Siirt), quatre à Antalya, neuf dans le district de Çukurca à Hakkari, quatre à Adıyaman, **quatorze maires de village sont arrêtés à Iğdır** par la police antiterroriste. **Deux maires de quartier et huit maires de village sont arrêtés à Karakoçan** (province d'Elazığ) par la gendarmerie et les équipes de la police antiterroriste sous l'accusation d'avoir mené des activités pour le compte d'une organisation terroriste¹⁷¹. Déférés au tribunal le 15 avril, sept d'entre eux sont libérés dans l'attente de leur procès, deux sont libérés sous contrôle judiciaire et un **muhtar est emprisonné** sous l'accusation « d'aide à une organisation terroriste »¹⁷².

Le 13 avril 2017, parmi les 19 personnes arrêtées lors de perquisitions menées dans le district de Kulp (province de Diyarbakır) dans le cadre de deux enquêtes menées par le procureur de la République, Abidin Bakay est incarcéré pour « insulte au président » au motif d'un partage sur le réseau social Twitter, **Sacettin Kılıç, maire du village de Demirli, Mehmet Bozkuş, maire du village de Barın, et Mehdi Eren, Ersin Eren, Halil Taş, Cengiz İpek et Cüneyt İpek** sont **emprisonnés** sous l'accusation « d'aide à une organisation terroriste »¹⁷³.

Le 4 avril 2017, selon le rapport du HDP, seize personnes dont des *muhtar* sont arrêtées dans onze provinces dont Dersim (Tunceli) ; elles sont **incarcérées le 13 avril 2017** sous l'accusation « d'appartenance à une organisation terroriste ». Ces personnes sont : **Abuzer Güngör, maire du village de Hanuşağı, Bülent Gültakur, maire du village de Çakmaklı, Kazım Sabur, maire du village de Büyükköy**, Muzaffer Yetim, Muharrem Bayar, Orhan Pektaş, İnan Güçlü, Ali Tekin, Necati Gergin, Yunus San, Umut Garip, Kadir Karabak, Eren Bilgili, İrfan Gürz, Hüseyin Kanar, Hıdır Demir. Ceci porte à 49 le nombre de personnes incarcérées suite à la vague d'arrestations à Dersim¹⁷⁴.

Le 13 avril 2017, douze personnes sont arrêtées à Mersin (sud) dont S.Ö., *muhtar* du quartier de Şevket Sümer, M.T., ancien imam, et T.A., adjoint au maire de la mairie d'Akdeniz, lors d'opération de la police antiterroriste visant le PKK/KCK. 19 personnes sont recherchées par la police¹⁷⁵.

Le 17 avril 2017, Hayrettin Özdemir, maire du quartier de Firat dans le district de Nusaybin (province de Mardin), arrêté dans le cadre d'une enquête le visant, est placé en détention provisoire à l'issue de sa garde à vue sous l'accusation « d'appartenance à une organisation terroriste »¹⁷⁶.

Le 9 juillet 2017, selon une déclaration de la préfecture citée par l'agence de presse progouvernementale *Anadolu*, dix personnes dont deux maires de quartier sont arrêtées dans le district de Yüksekova (province de Hakkari) au motif de liens allégués avec le PKK/KCK¹⁷⁷.

Le 16 juillet 2017, selon une déclaration de la préfecture de Tunceli citée par la presse, le maire du village de Başkalecik dans le district de Pülümür (province de Tunceli), ainsi que son épouse sont arrêtés sur ordre du bureau du procureur de la République de Tunceli dans le cadre d'une enquête sur un combattant du PKK tué dans le village par les forces de sécurité¹⁷⁸.

Le 11 et 12 octobre 2018, quarante personnes dont des maires de quartier sont arrêtées à Van İstanbul, Sakarya, Bursa, Çanakkale et Antalya au motif allégué « d'appartenance à une organisation terroriste ». Elles sont déférées au tribunal le 13 octobre ; 25 d'entre elles sont libérées sous contrôle judiciaire et 15 d'entre elles dont **trois muhtar sont incarcérées**¹⁷⁹.

Le 17 octobre 2018, Mehmet Emin Ö., maire du quartier de Çiftlik dans le district de Birecik (province de Şanlıurfa), est arrêté par la gendarmerie sous des allégations de liens avec le PKK et les Unités de protection du peuple (YPG¹⁸⁰, groupe armé pro-kurde engagé dans la guerre civile syrienne)¹⁸¹. Il faisait partie des 259 *muhtar* révoqués le 15 octobre 2018 par le ministère de l'Intérieur (voir 3.1.2.) au motif

¹⁷¹ Halkların Demokratik Partisi (HDP), 20/04/2017, [url](#) ; Artı Gerçek, 12/04/2017, [url](#)

¹⁷² Haber Elazığ, 15/04/2017, [url](#) ; Dünya Bülteni, 15/04/2017, [url](#)

¹⁷³ Halkların Demokratik Partisi (HDP), 20/04/2017, [url](#)

¹⁷⁴ Halkların Demokratik Partisi (HDP), 20/04/2017, [url](#)

¹⁷⁵ Gazete Vatan, 13/04/2017, [url](#) ; Posta, 13/04/2017, [url](#)

¹⁷⁶ Gazete Vatan, 17/04/2017, [url](#)

¹⁷⁷ Anadolu Ajansı, 09/07/2017, [url](#)

¹⁷⁸ Medya Ege, 16/07/2017, [url](#)

¹⁷⁹ Evrensel, 13/10/2018, [url](#)

¹⁸⁰ En kurde : *Yekîneyên Parastina Gel*

¹⁸¹ En Son Haber, 17/10/2018, [url](#) ;

de leur « appartenance, affiliation ou lien à des structures, formations ou groupes jugés engagés dans des activités contre la sécurité nationale »¹⁸².

Le 24 octobre 2018, D.A., maire du quartier de Dinçköy, M.V, F.Y. et H.D, anciens aza du quartier de Kale, sont arrêtés par la gendarmerie à Viranşehir dans le cadre d'une opération visant le PKK. Le 26 octobre 2018, ils sont déférés devant un tribunal¹⁸³.

Le 10 novembre 2018, onze personnes dont un *muhtar* sont arrêtées par la gendarmerie dans les districts de Pülümür et Pertek (province de Tunceli), dans le cadre d'une enquête menée par le procureur de la république de Tunceli, sous des accusations de financement et aide au PKK/KCK¹⁸⁴.

Le 16 novembre 2018, selon une déclaration de la préfecture de Diyarbakır citée par l'agence de presse *Demir Ören Haber Ajansı* (DHA), 74 personnes dont **sept muhtar sont arrêtées** lors de perquisitions menées dans les districts de Diyarbakır centre, Yenişehir, Bağlar, Kayapınar, Sur, Dicle, Ergani, Çermik, Çüngüş, Lice, Hani, Hazro et Kocaköy dans la province de Diyarbakır. 19 personnes sont toujours recherchées. Parmi les personnes arrêtées se trouvent plusieurs personnes soupçonnées de complicité dans un attentat mortel visant Deryan Aktert, président de l'AKP dans le district de Dicle (province de Diyarbakır), une attaque à la voiture piégée contre la direction de la sécurité d'Elazığ et une attaque à la bombe contre le commandement de la gendarmerie du district de Dicle. Déférées au tribunal, à l'issue de leur garde à vue, 38 d'entre elles sont placées en détention provisoire et 36 sont libérées sous contrôle judiciaire assorti d'une interdiction de sortie du territoire¹⁸⁵.

3.2.2. 2019-2021

Le 21 janvier 2019, dix personnes dont quatre *muhtar* révoqués sont arrêtées dans les districts de Derik et Kızıltepe (province de Mardin) et libérés le 25 décembre, à l'issue de leur garde à vue, après avoir été présentées à un tribunal¹⁸⁶.

Le 7 mars 2019, 25 personnes, dont deux candidats aux élections de *muhtar*, sont arrêtées lors de perquisitions menées à Malazgirt (province de Muş) sous l'accusation d'aide au PKK¹⁸⁷.

Le 20 août 2019, trois personnes dont Cafer Çakar, maire du village de Karakuyu (province d'Iğdır), sont arrêtées sous l'accusation de propagande pour le PKK¹⁸⁸.

Le 24 septembre 2019, Mustafa Kılıç, maire du quartier de Kocaalan, Mustafa Sert et Nasır Sert sont arrêtés lors de perquisitions menées par la gendarmerie dans le quartier de Kocaaslan à Dicle (province de Diyarbakır). Ils sont libérés le 25 septembre après avoir été présentés à un tribunal¹⁸⁹.

Le 8 février 2020, selon l'IHD et une source de presse, Çetin Dirin, maire du quartier de Kali dans le district de Lice (province de Diyarbakır), est arrêté lors d'une perquisition à son domicile et incarcéré sous l'accusation « d'appartenance à une organisation terroriste » à l'issue d'une garde à vue. Il est accusé d'avoir fourni des médicaments au PKK alors qu'il travaillait comme apprenti dans une pharmacie¹⁹⁰.

Le 12 février 2020, 30 personnes dont des maires de village sont arrêtées lors de perquisitions menées dans le district de Malazgirt : elles sont libérées le 14 février 2020 à l'issue de leur interrogatoire par la police¹⁹¹.

Le 3 mars 2020, Abdullah Kızılböğâ, maire de quartier, ainsi que Eyüp Kızılböğâ, Serhat Tosun et Hüseyin Gökmen sont arrêtés lors de perquisitions menées par la gendarmerie dans le district de Sur (ville de Diyarbakır) et libérés le 4 mars 2020¹⁹².

Le 9 avril 2020, **Yusuf Kılıç, maire du quartier de Düzce, Haşim Dinç, maire du quartier de Eskihisar, Hanne Akbaba, maire du quartier de Üçyol**, ainsi que Sefer Bileçen, prêtre au monastère orthodoxe Mor Yakup, sont **arrêtés** par la gendarmerie à Nusaybin (province de Mardin) dans le cadre

¹⁸² Gazete İpekyol, 17/10/2018, [url](#)

¹⁸³ Star, 26/10/2018, [url](#) ; Türkiye Aktüel, 26/10/2018, [url](#)

¹⁸⁴ Yeni Akit, 10/11/2018, [url](#)

¹⁸⁵ Demir Ören Haber Ajansı (DHA), 16/11/2018, [url](#)

¹⁸⁶ İnsan Hakları Derneği (IHD), 07/02/2020, [url](#)

¹⁸⁷ Erzurum Gazetesi, 07/03/2019, [url](#) ; Haber Türk, 07/03/2019, [url](#)

¹⁸⁸ Hürriyet, 20/08/2019, [url](#)

¹⁸⁹ İnsan Hakları Derneği (IHD), 07/02/2020, [url](#)

¹⁹⁰ İnsan Hakları Derneği (IHD), 11/02/2021, [url](#) ; Anka Haber, 08/02/2020, [url](#)

¹⁹¹ İnsan Hakları Derneği (IHD), 11/02/2021, [url](#)

¹⁹² İnsan Hakları Derneği (IHD), 11/02/2021, [url](#)

d'une enquête antiterroriste menée par le procureur de la République de Mardin. D'abord déférés au tribunal à l'issue de leur interrogatoire par la police, Sefer Bileçen est incarcéré alors que les trois **muhtar sont libérés sous contrôle judiciaire**. Le prêtre Sefer Bileçen est libéré dix jours plus tard après avoir fait appel de la décision de son placement en détention. Les trois *muhtar*, également visés par une enquête administrative menée par la sous-préfecture de Nusaybin, sont révoqués, des *aza* sont nommés pour les remplacer¹⁹³.

Le 26 juin 2020, un dénommé « M.Y. », maire du quartier de Bahçecik, ainsi que trois autres personnes sont arrêtées à Adıyaman sous l'accusation de « propagande pour une organisation terroriste »¹⁹⁴.

Le 14 juillet 2020, selon plusieurs médias pro-gouvernementaux, 33 personnes dont deux maires de quartier, un avocat, Musa Aydın, président de la section HDP de Gaziantep, des présidents de sections du HDP des districts de Şahinbey et de Şehitkamil, ainsi que le président du DBP de Gaziantep sont arrêtés lors d'une opération de grande envergure conduite dans cinq provinces, avec des perquisitions simultanées menées par les équipes de la police antiterroriste et des forces spéciales de la direction de la sécurité, dans le cadre d'une enquête visant le PKK/KCK diligentée par le procureur de la République de Gaziantep. Les forces de sécurité procèdent à des perquisitions simultanées à 27 adresses, bloquent les issues des quartiers et ouvrent la porte de certains domiciles avec des pieds de biche¹⁹⁵.

Le 27 novembre 2020, selon une déclaration de la préfecture de Van citée par la presse, huit personnes sont arrêtées à Van et Siirt dans des opérations visant le PKK/KCK : quatre personnes, dont trois *muhtar* et un protecteur de village sont arrêtées dans le district de Başkale (province de Van), deux personnes dont un ancien maire de quartier sont arrêtées dans le district de Gürpınar, une personne dans le district d'Ipekyolu et une personne à Siirt. Une personne est toujours recherchée par la police¹⁹⁶.

Selon un rapport de la Fondation des droits humains de Turquie (TIHV¹⁹⁷), sept *muhtar* ont été arrêtés et un *muhtar* incarcéré durant les 11 premiers mois de l'année 2020¹⁹⁸.

Le 13 février 2021, un dénommé « H.D. », ancien *muhtar* du village de Akçalı (province d'Adıyaman), est arrêté par la gendarmerie et incarcéré sous l'accusation d'aide et de financement pour une organisation terroriste¹⁹⁹.

Le 30 avril 2021 selon plusieurs sources de presse, cinq personnes dont un *muhtar* sont arrêtées lors de perquisitions à Van, sous l'accusation « d'appartenance à une organisation terroriste » et « aide à une organisation terroriste »²⁰⁰.

¹⁹³ Bursa Hakimiyet, 10/03/2020, [url](#)

¹⁹⁴ Tımetürk, 26/06/2020, [url](#)

¹⁹⁵ Yeni Şafak, 14/07/2020, [url](#) ; Anadolu Ajansı, 14/07/2020, [url](#) ; Sabah, 14/07/2020, [url](#)

¹⁹⁶ Turkuaz haber, 28/11/2020, [url](#) ; Yeniçağ, 27/11/2020, [url](#) ; İHA, 27/11/2020, [url](#) ; Yeni Siirt, 27/11/2020, [url](#) ; Van Sesi, 27/11/2020, [url](#)

¹⁹⁷ En turc : *Türkiye İnsan Hakları Vakfı*

¹⁹⁸ İnsan Hakları Derneği (İHD), Türkiye İnsan Hakları Vakfı (TIHV), 19/12/2020, [url](#)

¹⁹⁹ Son Dakika, 13/02/2021, [url](#)

²⁰⁰ Star, 30/04/2021, [url](#) ; CNN Türk, 30/04/2021, [url](#) ; İlaç Radyo, 30/04/2021, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés entre août et décembre 2021.

Documents DIDR

DIDR, « Turquie : Chronologie du conflit kurde », Ofpra, 28/09/2021,
https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2109_tur_chronologie_du_conflit_kurde_125767_web.pdf

DIDR, « Turquie : Missions et attributions du sous-préfet (kaymakam) », Ofpra, 12/04/2021
https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2104_tur_sous-prefet_152017_web_0.pdf

DIDR, « Turquie: Les commissions et comités de village », Ofpra, 18/10/2017,
https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/63_tur_commissions_de_village.pdf

Textes juridiques

Mevzuat, « Mahalli İdareler ile Mahalle Muhtarlıkları ve İhtiyar Heyetleri Seçimi Hakkında Kanun » [Loi sur l'élection des administrations locales, des mairies de quartier et des conseils des anciens], 18/01/1984,
<https://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/1.5.2972.pdf>

Mevzuat, « Şehir ve kasabalarda mahalle muhtar ve ihtiyar heyetleri teşkiline dair » [Loi sur l'organisation des *muhtar* de quartier et des conseils d'anciens dans les villes et les bourgs], 10/04/1944,
<https://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/1.3.4541.pdf>

Mevzuat, « Köy kanunu » [Loi sur les villages], 07/04/1924,
<https://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/1.3.442.pdf>

Organisations intergouvernementales

European Observatory on Health Systems and Policies : Health Systems in Transition, « Turkey, Health system review », Vol. 13 No. 6, 2011,
https://www.ecoi.net/en/file/local/1324798/1930_1421322361_e96441.pdf

Comité des régions de l'Union européenne, « Turkey », s.d.,
<https://portal.cor.europa.eu/divisionpowers/Pages/Turkey.aspx>

Institutions nationales

Australia: Administrative Appeals Tribunal, « AATA Case No. 1412142, [2015] AATA 3566 », 24/10/2015,
https://www.refworld.org/cases,AUS_AAT,579a05884.html

US Library of Congress, « Turkey - Provincial and Local Government », s.d.,
<http://countrystudies.us/turkey/75.htm>

Netherlands, The Ministry of Foreign Affairs, « General Report on Turkey », 01/05/2001,
<https://www.refworld.org/docid/467007b62.html>

Organisations non gouvernementales

İnsan Hakları Derneği (IHD), « Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi 2020 Yılı İnsan Hakları İhlalleri Raporu », 11/02/2021,

<https://www.ihd.org.tr/wp-content/uploads/2021/02/2020Y%C4%B1%C4%B1-%C4%B0nsan-Haklar%C4%B1-%C4%B0hlalleri-Raporu.pdf>

İnsan Hakları Derneği (IHD), Türkiye İnsan Hakları Vakfı (TIHV), « Verilerle 2020 Yılında Türkiye'de İnsan Hakları İhlalleri », 19/12/2020,

<https://www.ihddiyarbakir.org/Content/uploads/d87ac0f3-54d8-4462-95eb-2f22c73b5993.pdf>

İnsan Hakları Derneği (IHD), « Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi 2019 Yılı İnsan Hakları İhlalleri Raporu », 07/02/2020,

https://www.ihd.org.tr/wp-content/uploads/2020/02/20200207_2019YililnsanHaklariIhlalleriRaporu-Rapor.pdf

İnsan Hakları Derneği (IHD), « 2016 Yılı Türkiye İnsan Hakları İhlalleri: Fiili Otoriter Başkanlık Dönemi », 14/04/2017,

http://www.ihd.org.tr/wp-content/uploads/2017/04/2016_ihd_t%C3%BCrkiye_ihlal_raporu.compressed.pdf

İnsan Hakları Derneği (IHD), « 2015 İnsan Hakları İhlalleri Raporu », 09/03/2016,

<http://www.ihd.org.tr/wp-content/uploads/2016/03/%C4%B0HD-2015-RAPORU.pdf>

GISTI, « Turquie : soigner le mal par le rien », Plein droit, n° 93, juin 2012,

<http://www.gisti.org/spip.php?article4531>

Ouvrages

MASSICARD Elise, « Gouverner par la proximité : une sociologie politique des maires de quartiers en Turquie », Karthala, Paris, 2019, 386 p.

PEROUSE Jean-François, « Chapitre 4 - Istanbul : étalement, diffraction de la rente et gouvernement passif », dans : Dominique Lorrain éd., *Métropoles en Méditerranée. Gouverner par les rentes*. Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2017, p. 207-255, <https://www.cairn.info/metropoles-en-mediterranee--9782724620603-page-207.htm>

MASSICARD Élise, « 11. Le fonctionnaire inachevé ? La figure du maire de quartier (muhtar) », dans : Marc Aymes éd., *L'art de l'État en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*. Paris, Karthala, « Meydan », 2013, p. 259-292.

<https://www.cairn.info/l-art-de-l-etat-en-turquie--9782811110253-page-259.htm>

Think tanks, universités et centres de recherches

BOUMAZA Magalie, « La Turquie par quartiers », La Vie des Idées, 17/12/2020,

<https://laviedesidees.fr/Massicard-Gouverner-par-la-proximite.html>

MASSICARD Elise, « Approche comparative d'une figure locale transversale, le *muhtar* », Atelier, 3e Congrès des études sur le Moyen-Orient et mondes musulmans, 04/07/2019,

https://congres-gismomm.sciencesconf.org/data/pages/Atelier_120.pdf

ROBERT Max-Valentin et BERLEMONT Ilan, « Analyse des résultats du référendum constitutionnel et décryptage des dynamiques électorales », Ovipot, 27/04/2017,

<https://ovipot.hypotheses.org/14803>

BAYRAKTAR, S. Ulas, MASSICARD Elise, « La Décentralisation en Turquie », Agence Française de Développement, 2011, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00800084/document>

Médias

Birgün, « Muhabirlik resmi görev oluyor », 11/05/2021,

<https://www.birgun.net/haber/muhbirlik-resmi-gorev-oluyor-344295>

Star, « Van'da terör örgütü PKK'ya operasyon: 1'i muhtar 5 gözaltı », 30/04/2021,

<https://www.star.com.tr/guncel/vanda-teror-orgutu-pkky-operasyon-1-i-muhtar-5-gozalti-haber-1626532/>

CNN Türk, « Terör operasyonu; 1'i muhtar 5 kişi gözaltında », 30/04/2021,

<https://www.cnnturk.com/turkiye/teror-operasyonu-1-i-muhtar-5-kisi-gozaltinda>

Ilaç Radyo, « Van'da terör operasyonu! Muhtar ve 6 işbirlikçi gözaltına alındı », 30/04/2021,

<https://ilacgibiradyo.net/van-haber-detay-10335-van-da-teror-operasyonu-muhtar-ve-6-isbirlikci-gozaltina-alindi.html>

Son Dakika, « Teröristin babası da örgüt için çalışmış », 13/02/2021,

<https://www.sondakika.com/haber/haber-teroristin-babasi-da-orgut-icin-calismis-13924497/>

Turkuaz haber, « Terör örgütü PKK'ya operasyon: 8 şüpheli gözaltına alındı », 28/11/2020,

<https://www.turkuazhaberajansi.com/teror-orgutu-pkky-operasyon-8-supheli-gozaltina-alindi/>

Yeniçağ, « Van ve Siirt'te terör örgütü PKK operasyonu: 8 gözaltı », 27/11/2020,

<https://www.yenicaggazetesi.com.tr/van-ve-siirte-teror-orgutu-pkk-operasyonu-8-gozalti-318500h.htm>

IHA, « Van'da terör operasyonu: 3'ü muhtar, biri korucu başı 8 gözaltı », 27/11/2020,

<https://www.ihacom.tr/haber-vanda-teror-operasyonu-3u-muhtar-biri-korucu-basi-8-gozalti-879438/>

Yeni Siirt, « Terör örgütü PKK'ya yönelik operasyonda 3 muhtar ve bir korucu başı gözaltına alındı », 27/11/2020,

<https://yenisiirt.com/teror-orgutu-pkky-yonelik-operasyonda-3-muhtar-ve-bir-korucu-basi-gozaltina-alindi/>

Van Sesi, « Van'da terör operasyonu: 3'ü muhtar, biri korucu başı 8 gözaltı », 27/11/2020,

<https://www.vansesigazetesi.com/vanda-teror-operasyonu-3u-muhtar-biri-korucu-basi-8-gozalti-80671-haberi>

Yeni Şafak, « Gaziantep'te terör örgütü PKK'ya şafak operasyonu: HDP İl Başkanı ve muhtarlar için gözaltı kararı », 14/07/2020,

<https://www.yenisafak.com/gundem/gaziantep-te-teror-orgutu-pkky-safak-operasyonu-hdp-il-baskani-ve-muhtarlar-icin-gozalti-karari-3549139>

Anadolu Ajansı, « Gaziantep'te aralarında HDP İl Başkanı ile muhtarların bulunduğu 33 kişi gözaltına alındı », 14/07/2020,

<https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/gaziantep-te-aralarinda-hdp-il-baskani-ile-muhtarlarin-bulundugu-33-kisi-gozaltina-alindi/1909487>

Sabah, « Son dakika: Gaziantep'te terör örgütü PKK'ya şafak operasyonu! CHP'li ve HDP'li isimler de var... », 14/07/2020,

<https://www.sabah.com.tr/gundem/2020/07/14/son-dakika-gaziantep-te-teror-orgutu-pkky-safak-operasyonu-hdp-il-baskani-ve-muhtarlar-icin-gozalti-karari?paging=3>

Timetürk, « Muhtar ve 3 kişi terör propagandasından gözaltına alındı », 26/06/2020,

<https://www.timeturk.com/muhtar-ve-3-kisi-teror-propagandasindan-gozaltina-alindi/haber-1537584>

Milliyet, « Muhtarlığın Görevleri Nelerdir? Muhtar Ne İş Yapar, Nasıl Olunur? », 22/04/2020,

<https://www.milliyet.com.tr/kariyer/muhtarligin-gorevleri-nelerdir-muhtar-ne-is-yapar-nasil-olunur-6195792>

Sabah, « Muş'ta terör soruşturması kapsamında 3'ü muhtar 77 kişi hakkında işlem yapıldı », 24/03/2020,
<https://www.sabah.com.tr/dunya/2020/03/24/musta-teror-sorusturmasi-kapsaminda-3u-muhtar-77-kisi-hakkinda-islem-yapildi>

Bursa Hakimiyet, « 3 muhtar, terör soruşturması kapsamında görevden alındı », 10/03/2020,
<https://www.bursahakimiyet.com.tr/haber/3-muhtar-teror-sorusturmasi-kapsaminda-gorevden-alindi-341063.html>

Cumhuriyet, « Kadın muhtar oranı, kadın milletvekili oranından neredeyse 8 kat az », 13/02/2020,
<https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/kadin-muhtar-orani-kadin-milletvekili-oranindan-neredeyse-8-kat-az-1720426>

Anka Haber, « Lice'de Terör Örgütüne Yardım Yataklık Eden Muhtar Tutuklandı », 08/02/2020,
<https://www.ankahaber.com.tr/turkiye/lice-de-teror-orgutune-yardim-yataklık-eden-muhtar-tutuklandi-h57702.html>

Milliyet, « Terör örgütü PKK'ya yardım eden 6 muhtar gözaltına alındı », 13/11/2019,
<https://www.milliyet.com.tr/gundem/teror-orgutu-pkkya-yardim-eden-6-muhtar-gozaltina-alindi-6078370>

Türktime, « Muhtarlara terör operasyonu », 13/11/2019,
<https://www.turktime.com/haber/muhtarlara-teror-operasyonu/525645>

Akşam, « Muş'ta terör operasyonu: 6 muhtara gözaltı », 13/11/2019,
<https://www.aksam.com.tr/guncel/musta-teror-operasyonu-6-muhtara-gozalti/haber-1021555>

Günboyu Gazetesi, « Terör soruşturmasında 2 muhtar görevden alındı », 09/11/2019,
<https://www.gunboyugazetesi.com.tr/teror-sorusturmasinda-2-muhtar-gorevden-alindi-33285h.htm>

TRT Haber, « Kars'ta terör operasyonu: 7 gözaltı », 04/10/2019,
<https://www.trthaber.com/haber/turkiye/karsta-teror-operasyonu-7-gozalti-434065.html>

Kars Güncel, « Kars'ta Muhtarlara Terör Operasyonu 7 Gözaltı », 04/10/2019,
https://www.karsguncel.com/kars-ta-muhtarlara-teror-operasyonu-7-gozalti_8280.html

Sputnik, « Batman'da 4 muhtarlığa kayyum atandı », 22/08/2019,
<https://tr.sputniknews.com/20190822/batmanda-4-muhtarliga-kayyum-atandi-1039977998.html>

Sabah, « Batman'da, 4 muhtara görevden uzaklaştırma », 22/08/2019,
<https://www.sabah.com.tr/gundem/2019/08/22/batmanda-4-muhtara-gorevden-uzaklastirma>

Hürriyet, « Iğdır'a terör operasyonu: 1'i muhtar 3 gözaltı », 20/08/2019,
<https://www.hurriyet.com.tr/yerel-haberler/igdir/igdira-teror-operasyonu-1-i-muhtar-3-gozalti-41306899>

Independant Türkçe, « Diyarbakır'dan sonra Van'da da muhtarlar görevden alındı », 23/05/2019,
<https://www.indyturk.com/node/34456/haber/diyarbak%C4%B1r%E2%80%99dan-sonra-van%E2%80%99da-da-muhtarlar-g%C3%B6revden-al%C4%B1nd%C4%B1>

Yenigün, « Lice'de 10 muhtarlığa kayyum atandı », 10/05/2019,
<https://diyarbakiryenigun.com/licede-10-muhtarliga-kayyum-atandi/>

BOZARSLAN Mahmut, « Diyarbakır'da 11 Muhtar Görevden Alındı Yerine Kayyum Atandı », Amerika'nın Sesi, 08/05/2019,
<https://www.amerikaninsesi.com/a/diyarbak%C4%B1r-da-10-muhtar-g%C3%B6revden-al%C4%B1nd%C4%B1-yerine-kayyum-atand%C4%B1-/4910864.html>

Erzurum Gazetesi, « Terör operasyonunda 2'si muhtar aday 25 gözaltı », 07/03/2019,
<http://www.erkurumgazetesi.com.tr/haber/Teror-operasyonunda-2-si-muhtar-adayi-25-gozalti/123167>

Haber Türk, « Terör operasyonunda 2'si muhtar aday 25 gözaltı », 07/03/2019,
<https://www.haberturk.com/mus-haberleri/67398235-teror-operasyonunda-2si-muhtar-adayi-25-gozalti>

Demir Ören Haber Ajansı (DHA), « Diyarbakır'da geniş kapsamlı terör operasyonu », 16/11/2018, <https://www.dha.com.tr/yurt/diyarbakirda-genis-kapsamli-teror-operasyonu/haber-1610078>

Yeni Akit, « Tunceli'de terör operasyonu: 1'i muhtar 11 kişi gözaltında », 10/11/2018, <https://www.yeniakit.com.tr/haber/tuncelide-teror-operasyonu-1-i-muhtar-11-kisi-gozaltinda-542699.html>

Star, « Şanlıurfa'da terör örgütü PKK'ya operasyon: 4 gözaltı », 26/10/2018, <https://www.star.com.tr/guncel/sanliurfada-teror-orgutu-pkky-operasyon-4-gozalti-haber-1399801/>

Türkiye Aktüel, « Şanlıurfa'da terör operasyonu: 4 zanlı adliyeye sevk edildi », 26/10/2018, <https://www.turkiyeaktuel.com/sanliurfada-teror-operasyonu-4-zanli-adliyeye-sevk-edildi/>

Hukuki Haber, « Bingöl'de 10 muhtar görevinden uzaklaştırıldı », 19/10/2018, <https://www.hukukihaber.net/genel/bingolde-10-muhtar-gorevinden-uzaklastirildi-h285989.html>

Elazığ Basın, « 3 Muhtar Görevden Uzaklaştırıldı », 19/10/2018, <https://www.elazigbasin.com/haber/1489/3-muhtar-gorevden-uzaklastirildi.html>

Evrensel, « Görevden alınan muhtarlar hakkında soruşturma bile yok », 18/10/2018, <https://www.evrensel.net/haber/363861/gorevden-alinan-muhtarlar-hakkinda-sorusturma-bile-yok>

Sonsöz, « Derik'te 9 muhtar görevden uzaklaştırıldı », 18/10/2018, <https://sonsoz.com.tr/derikte-9-muhtar-gorevden-uzaklastirildi/>

Duvar, « Mardin'de 65 muhtar açığa alındı », 18/10/2018, <https://www.gazeteduvar.com.tr/gundem/2018/10/18/mardinde-65-muhtar-aciga-alindi>

Doğruhaber « Mardin'de 65 muhtar açığa alındı », 17/10/2018, <https://dogruhaber.com.tr/haber/312995-mardinde-65-muhtar-aciga-alindi/>

En Son Haber, « Terör örgütüyle bağlantısı olduğu iddia edilen muhtar gözaltında », 17/10/2018, <https://www.ensonhaber.com/ic-haber/teror-orgutuyle-baglantisil-oldugu-iddia-edilen-muhtar>

Gazete İpekyol, « Birecik'te mahalle muhtarına terör gözaltısı », 17/10/2018, <https://www.gazeteipekyol.com/gundem/birecik-te-mahalle-muhtarina-teror-gozaltisi-h42433.html>

Mezopotamya, « Yerel Seçim Öncesi "Temizliği" », 16/10/2018, <https://mezopotamyahaber24.net/2018/10/16/yerel-secim-oncesi-temizligi/>

Kars Güncel, « Kars'ta 6 Muhtar Terör Örgütü İlişkisinden Dolayı Görevden Alındı », 15/10/2018, https://www.karsguncel.com/kars-ta-6-muhtar-teror-orgutu-iliskisinden-dolayi-gorevden-alindi_6405.html

Kars Olay, « Kars'ta 6 Muhtarın Mührü Geri Alındı », 15/10/2018, https://www.karsolay.com/kars-ta-6-muhtar-in-muhru-geri-alindi_3073.html

Memo Haber, « Terör örgütü üyesi 259 muhtar görevden uzaklaştırıldı », 15/10/2018, <https://www.memohaber.com/haber/teror-orgutu-uyesi-259-muhtar-gorevden-uzaklastirildi/26569/>

T24, « 259 muhtar görevden uzaklaştırıldı », 15/10/2018, <https://t24.com.tr/haber/259-muhtar-gorevden-uzaklastirildi,723603>

Anadolu Ajansı, « İçişleri Bakanlığı 259 muhtarı görevden aldı », 15/10/2018, <https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/icisleri-bakanligi-259-muhtari-gorevden-aldi/1281978>

Euronews, « 259 muhtar için ihraç kararı », 15/10/2018, <https://tr.euronews.com/2018/10/15/259-muhtar-icin-ihrac-karari>

Diken, « 259 muhtar görevden alındı: Gerekçe 'terör ve milli güvenliğe aykırı yapılarla bağlantı' », 15/10/2018,
<https://www.diken.com.tr/259-muhtar-gorevden-alindi-gerekce-teror-ve-milli-guvenlige-aykiri-yapilarla-baglanti/>

Akşam, « Terör örgütü PKK'nın emri altında muhtar kalmayacak », 14/10/2018,
<https://www.aksam.com.tr/foto-galeri/guncel/teror-orgutu-pkknin-emri-altinda-muhtar-kalmayacak/44356/>

Evrensel, « Van'da 3'ü muhtar 15 kişi tutuklandı », 13/10/2018,
<https://www.evrensel.net/haber/363491/vanda-3u-muhtar-15-kisi-tutuklandi>

Bianet, « Cumhurbaşkanı kararıyla 471 mülki idare amirinin görev yeri değiştirildi », 01/09/2018,
<https://bianet.org/bianet/siyaset/200392-471-mulki-idare-amirinin-gorev-yeri-degistirildi>

Medya Ege, « Tunceli'de terör operasyonu: Muhtar ve eşi gözaltında », 16/07/2017,
<https://www.medyaege.com.tr/tuncelide-teror-operasyonu-muhtar-ve-esi-gozaltinda-50083h.htm>

Anadolu Ajansı, « Hakkari'de terör operasyonu: 10 gözaltı », 09/07/2017,
<https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/hakkaride-teror-operasyonu-10-gozalti/857488>

Gazete Vatan, « Muhtar terörden tutuklandı », 17/04/2017,
<https://www.gazetevatan.com/gundem/muhtar-terorden-tutuklandi-1058666>

Haber Elazığ, « Elazığ'da Terör Soruşturmasında 1 Muhtar Tutuklandı », 15/04/2017,
<https://www.haberelazig.com/haber-elazigda-teror-sorusturmasinda-1-muhtar-tutuklandi-13049.html>

Dünya Bülteni, « Elazığ'daki terör operasyonu, bir muhtar tutuklandı », 15/04/2017,
<https://www.dunyabulteni.net/guncel/elazigdaki-teror-operasyonu-bir-muhtar-tutuklandi-h398198.html>

Gazete Vatan, « Mersin'de PKK'ya ağır darbe », 13/04/2017,
<https://www.gazetevatan.com/gundem/mersinde-pkky-aagir-darbe-1057624>

Posta, « Terör operasyonu! Aralarında muhtar, imam, başkan yardımcısı var », 13/04/2017,
<https://www.posta.com.tr/teror-operasyonu-aralarinda-muhtar-imam-baskan-yardimcisi-var-1286305>

Artı Gerçek, « Muhtarlara yönelik gözaltı operasyonu », 12/04/2017,
<https://artigercek.com/haberler/karakocan-da-10-muhtar-gozaltina-alindi>

Haberler, « Muş'ta Terör Operasyonu: 21 Gözaltı », 10/04/2017,
<https://www.haberler.com/mus-ta-teror-operasyonu-21-gozalti-9484124-haberi/>

Haberler, « Van'da Terör Operasyonu: 7 Gözaltı », 19/03/2017,
<https://www.haberler.com/van-da-teror-operasyonu-7-gozalti-2-9393787-haberi/>

Haber 7, « Muhtarlara PKK operasyonu ! Çok sayıda gözaltı var », 16/03/2017,
<https://www.haber7.com/guncel/haber/2283120-muhtarlara-pkk-operasyonu-cok-sayida-gozalti-var>

Memurlar.net, « Kırşehir'de PKK operasyonu: 1 muhtar, 3 kişi gözaltında », 06/03/2017,
<https://www.memurlar.net/haber/651341/kirsehir-de-pkk-operasyonu-1-muhtar-3-kisi-gozaltinda.html>

Son Dakika, « Lice'de 8 Mahalle Muhtarı Görevden Uzaklaştırıldı », 13/02/2017,
<https://www.sondakika.com/haber/haber-lice-de-8-mahalle-muhtari-gorevden-uzaklastirildi-9259707/>

Bitlis Bülteni, « Ahlat'ta terör operasyonu », 09/02/2017,
<http://www.bitlisbulteni13.net/ahlat-ta-teror-operasyonu/12721/>

Diken, « 'Erdoğan'a hakaret'te bugün: 'Ak Saray'a gitmeyen muhtara soruşturma », 04/01/2017,
<https://www.diken.com.tr/erdogana-hakarete-bugun-muhtarlar-toplantisina-katilmayi-reddeden-muhtara-sorusturma/>

Omedyam, « Van'da bir muhtar terör iddiasıyla tutuklandı », 08/12/2016,
<https://www.amedyam.com/vanda-bir-muhtar-teror-iddiasıyla-tutuklandı-78041/>

Kon Haber, « Van'da terör operasyonu: 2 muhtar tutuklandı », 19/11/2016,
https://www.konhaber.com/haber-van_da_teror_operasyonu_2_muhtar_tutuklandı-634047.html

Anadolu Ajansı, « Van'da terör operasyonu: 2 muhtar tutuklandı », 19/11/2016,
<https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/vanda-teror-operasyonu-2-muhtar-tutuklandı/688925>

Karar, « Van'da terör operasyonu: 2 muhtar tutuklandı », 19/11/2016,
<https://www.karar.com/vanda-teror-operasyonu-2-muhtar-tutuklandı-311779>

Hürriyet, « Karlıova'da PKK soruşturmasında köy muhtarı görevden alındı », 17/11/2016,
<https://www.hurriyet.com.tr/yerel-haberler/bingol/karlıovada-pkk-sorusturmasında-koy-muhtari-gor-40280412>

Yeni Şafak, « Muş'ta terör operasyonu haberi: 3 tutuklama », 24/10/2016,
<https://www.yenisafak.com/musta-teror-operasyonu-haberi-3-tutuklama-h-2553118>

Milliyet, « Muş'ta terör operasyonu! 2 köy muhtarı da tutuklandı », 24/10/2016
<https://www.milliyet.com.tr/gundem/musta-teror-operasyonu-2-koy-muhtari-da-tutuklandı-2333036>

ANDLAUER Laure, « Les muhtar, informateurs et relais du président turc », RFI, 01/09/2016,
<https://www.rfi.fr/fr/emission/20160901-turquie-muhtar-informateurs-relais-president-erdogan>

Cumhuriyet, « Saray'ı reddeden ilk muhtar », 13/07/2016,
<https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/sarayi-reddeden-ilk-muhtar-566693>

Haberler, « Muhtarlardan Erdoğan'a Tepki: İşimiz Saraya, Devlete Muhbirlik Değildir », 15/08/2015,
<https://www.haberler.com/muhtarlardan-erdogan-a-tepki-isimiz-saraya-devlete-7594826-haberi/>

Cumhuriyet, « Muhtarın görevleri nelerdir? », 12/08/2015,
<https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/muhtarın-gorevleri-nelerdir-343508>

Oda TV, « Ve bir muhtar Erdoğan'a 'yeter' dedi », 24/03/2015,
<https://odatv4.com/siyaset/ve-bir-muhtar-erdogana-yeter-dedi-2403151200-73330>

Autres sources

Halkların Demokratik Partisi (HDP), « 16 Nisan Anayasa Değişikliği Halkoylaması (Referandum) Sürecinde HDP'ye ve "Hayır" Çalışması Yürütenlere Yönelik Baskılar », 20/04/2017,
<https://hdp.org.tr/Images/UserFiles/Documents/Editor/Referandumu%20Bask%C4%B1%20ve%20C4%B0hlal%20Raporu.pdf>